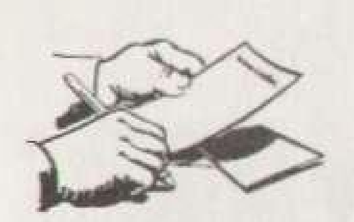
N° 2 – 31 mars-13 avril 1977

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL
Supplément à l'Humanité rouge N° 646

LA GUERRE QUE PREPARE L'URSS



Les lecteurs ont la parole

Le No 1 de notre bimensuel à peine paru, la rédaction a déjà reçu du courrier. Même si le contenu en est assez inégal et traite aussi bien des problèmes de fond que des problèmes de forme, il est assez riche pour nous autoriser à ouvrir dès maintenant cette chronique régulière.

Des efforts sont à poursuivre pour rendre notre presse plus vivante, mieux documentée, «il faudrait que nous tous, lecteurs, militants et sympathisants» aidions «la rédaction par nos critiques, nos suggestions et nos articles» écrivent deux lecteurs de Villejuif et de Bagnoles-sur-Cèze.

Un autre (Paris) regrette la «discrétion remarquable», malgré la mise au point des camarades Jurquet et Marty, qui a accompagné le lancement du bi-mensuel et de la nouvelle formule du quotidien : il s'estime d'autant plus en droit de faire cette critique qu'il a versé chaque année un mois de son salaire à notre journal qu'il le «fait lire autour de lui». Il souhaite, justement, des bilans réguliers.

Un groupe d'étudiants étudie «le mouvement qui s'est formé depuis 1954 autour du journal «Le Communiste» et sollicite notre collaboration à l'analyse politique qu'on peut en faire.

Précisons simplement et sommairement ici que «Le Communiste» est un groupuscule organisé en tendance «clandestine» au sein du PCF. Il regroupe le clan des tenants les plus inconditionnels de l'alignement sur Moscou. Cette feuille farouchement pro-soviétique s'est particulièrement distinguée par son approbation bruyante de l'agression soviétique contre la Tchécoslovaquie et la grossièreté de ses attaques contre la République populaire de Chine.

Mais une autre lettre a attiré particulièrement notre attention pour les éléments de documentation qu'elle apporte à propos du slogan révisionniste : «Devenir une police au service du peuple»

Thorez déclare, au cours de la réunion du Comité central du 23 au 25 janvier 45 :

«Les groupes armés ont eu leur raison d'être avant et pendant l'insurrection. Mais la situation est maintenant différente. La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet.»

D'après les auteurs de l'ouvrage* la désintégration des forces de police était particulièrement poussée dans la région de Marseille : très peu de police urbaine et les GMR vichystes (Groupes mobiles de réserve) dissous.

Qu'à cela ne tienne : on va faire appel aux résistants armés et les intégrer dans les Forces républicaines de sécurité (FRS). Cette force de police participe pendant un temps à l'épuration, recherche des collaborateurs, arrestation des trafiquants de marché noir.

Mais pour De Gaulle et son ministre de l'Intérieur socialiste, ces FRS n'étaient pas assez intégrés dans le cadre de l'Etat bourgeois qu'ils remettaient en place. Les FRS sont donc intégrées dans une nouvelle structure policière créée en 45, les CRS.

A côté des anciens résistants communistes ou progressistes, on intègre des éléments venus des GMR vichystes mais pas trop de compromis (50 %). Cependant la bourgeoisie n'est pas encore trop rassurée.

Le préfet du Var, Sarie, écrit en mars 1945 : «... Pour exprimer entièrement ma pensée, je dirai que les pouvoirs publics se trouvent en présence d'éléments qui, pour la plupart, manquent... de discipline et, surtout, manquent de cette notion fondamentale qui doit être la caractéristique d'un corps de police dévoué avant tout au régime et respectueux de l'autorité».

On s'efforce donc d'éliminer les militants les plus marqués, au cours de stages. On établit des listes noires avec l'aide des socialistes. A Marseille, c'est Defferre qui, apparemment, supervisait la mise au point de ces listes.

On emploie les CRS dans des tâches de surveillance au niveau du port de telle façon qu'ils ne puissent mettre la main que sur de petits trafiquants.

Mais même cette situation ne pouvait durer longtemps. Pendant que les militants communistes et les progressistes, au sein des CRS, se figurent qu'ils sont devenus une police du peuple parce qu'ils arrêtent quelques trafiquants de basse envergure, la bourgeoisie prépare leur épuration. En novembre 47, d'importants mouvements de masse ont lieu à Marseille pour protester contre l'aggravation des conditions de vie des masses (hausse du prix des tramways en particulier). Les tramways sont arrêtés de force quand ils circulent. A l'occasion de ces actions 4 jeunes ouvriers sont arrêtés. Une importante manifestation assiège et envahit le palais de justice : les jeunes, sous la pression, ne sont condamnés qu'à des peines avec sursis. Mais alors que la manifestation se prépare à se disperser, les participants apprennent qu'à la mairie, le conseil municipal RPF (gaulliste) a fait frapper violemment par des nervis les conseillers communistes qui demandent de l'aide. La foule se porte en masse à l'hôtel de ville et donne une sévère correction aux gaullistes (on est loin du «calme et de la dignité» !).

Les CRS communistes qui devaient protéger le conseil municipal n'ayant pas fait usage de la force contre les manifestants, ils se sont contentés de former un barrage vite enfoncé, sont mis en accusation, ils n'ont pas protégé l'ordre bourgeois.

On ordonne aux compagnies en question de gagner des cantonnements éloignés de Marseille et là elles sont dissoutes.

A noter qu'à l'Assemblée nationale, l'un des plus acharnés à demander la dissolution, sera le socialiste Defferre car ces «hommes... je les appelle, moi, des CRS qui n'ont pas fait leur devoir» (protéger les gaullistes de la juste colère de la foule !).

On voit que ce monsieur ne lésinait pas sur «l'autorité» bourgeoise dès cette époque !

Un lecteur du Mans.

* *«CRS à Marseille 1944-1947»* (fondation des sciences politiques)

ABONNEMENTS A L'HUMANITE ROUGE

QUOTIDIEN	Pli ouvert (sous bande)	Pli fermé (sous enveloppe)
1 mois	20 F	44 F
3 mois	60 F	132 F
6 mois	120 F	264 F
Soutien	150 F	300 F
QUOTIDIEN AVEC SUPPLÉMENT BIMENSUEL		
1 mois	26 F	54 F
3 mois	78 F	164 F
6 mois	156 F	368 F
Soutien	200 F	400 F

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Journal des communistes marxistes-léninistes de France

Supplément
Jacques Jurquet
DISCOURS DU 19 MARS

Dans ce numéro



Espionnage russe (p.13)



Foyers Sonacotra : le retour des expulsés (p.17)



Cet amiante qui tue (p.24)

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris cédex 18
CCP : 30 226 72 La Source
Commission paritaire No 57952

Photo de couverture : Manœuvres russes en 1976

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : Michel Bataille, Annie Brunel, Léon Cladel, André Colère, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Le Breton, Philippe Leclerq, Fernand Lenoir, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaire de rédaction* : Claude Liria. *Maquettiste* : Alexis Vert. *Dessinateur* : Silvestre. *Illustration* : Jean-Luc Boyer. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard. *Imprimerie* La Nouvelle. *Directrice de publication* : Suzanne Marty



Le 19 mars 1977, manifestation au mur des fédérés pour le 106 e anniversaire de la Commune à l'appel de L'Humanité rouge.

Où en sont Les forces politiques ?

Les récentes élections municipales viennent de mettre en lumière de nouveaux rapports de force entre les partis bourgeois. Il est de plus en plus clair que l'actuelle équipe gouvernementale arrive au bout du rouleau. L'heure approche où de nouveaux redéploiements de forces vont s'imposer au sein de la bourgeoisie.

Aussi n'est-il pas inutile de faire le point sur ces différentes forces, sur les orientations politiques et leurs projets. Divisées, se regroupant, ces forces défendent, au-delà de leurs contradictions, le même système : le capitalisme.

(Articles ci-dessous)

Face à elles, d'autres forces se développent et leur volonté d'unité s'affirme. Le 19 mars dernier, à la veille du second tour des élections municipales, les marxistes-léninistes ont démontré qu'ils étaient la seule force indépendante de la bourgeoisie, traçant la voie de la révolution prolétarienne.

Giscardiens, centristes, RPR : une ex-majorité divisée

Au cœur des discordes au sein de l'ex-majorité se trouve l'attitude à adopter vis-à-vis du PS. Depuis son arrivée à l'Elysée, Giscard d'Estaing a multiplié les initiatives destinées à essayer de gagner les socialistes. Dès la mise en place de son premier gouvernement, il a fait appel à certaines personnes ayant appelé à voter Mitterand telle que Françoise Giroud. De son coté, Lecanuet affirmait : *«Je combattrai jusqu'à ce que les socialistes entrent dans cette majorité et je vous fiche mon billet que cela se fera.»* Le but était de former une majorité à dominante socialiste et centriste giscardienne, en faisant rompre le PS avec le PCF. Cet objectif reste aujourd'hui poursuivi.

De son coté, Chirac voyait d'un mauvais oeil cette initiative et s'y est opposé. Elle aurait eu, en effet, pour conséquence de rejeter le courant gaulliste du pouvoir ou tout au moins de le réduire à la portion congrue. La tactique adoptée par Chirac a donc été de prendre le PS pour cible.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Dans ce domaine, des divergences existent depuis de nombreuses années entre les courants centriste et gaulliste, représenté aujourd'hui pour l'essentiel par le RPR. Elles se manifestent notamment sur la question de l'Europe et des rapports avec les USA.

(Suite page 6)



«Et vous, qu'est-ce que vous proposez ?»

Comme nous dénonçons avec une égale fermeté le «Programme commun» et le «plan Barre», il est fréquent d'entendre cette question : «Qu'est-ce que vous proposez ?...»

Question logique : n'y a-t-il pas dans notre pays des millions de travailleurs qui aspirent à une transformation radicale de la société, n'y a-t-il pas des millions de gens qui en ont assez de l'angoisse du chômage, de la vie chère, de l'avenir incertain pour leurs enfants, qui ont en assez de l'exploitation et de l'oppression de la majorité de la population par une poignée de parasites.

Il n'y a pas de doute les ouvriers, les petits paysans, les employés, tous ceux qui travaillent savent ce qu'ils ne veulent plus.

Mais la question qu'ils posent c'est comment parvenir à cette société vraiment nouvelle ?

Qu'est-ce que nous proposons ? La révolution, le renversement total du personnel politique de la bourgeoisie, la dissolution immédiate de sa police, de sa justice, de son armée, de ses corps de hauts-fonctionnaires, et leur remplacement par le pouvoir des masses populaires en armes organisées partout dans les entreprises, les villages, les quartiers, en assemblées populaires où l'on discute, où l'on décide, où l'on applique !

Bien... mais en attendant ?

En attendant, nous n'avons rien, au sens où l'entendent certains, «à proposer», rien parce que toute soi-disant «solution» intermédiaire n'est qu'un moyen de retarder la prise de conscience par la majorité des travailleurs de cette vérité : pas de changements véritables sans révolution prolétarienne ; l'histoire est pleine d'exemples : la bourgeoisie a toujours joué de multiples cartes, elle a toujours tout accepté pourvu que cela détourne le peuple de la révolution et de la dictature révolutionnaire des masses contre les capitalistes.

En fait, loin de constituer un petit pas vers le socialisme, le Programme commun constitue une arme de la bourgeoisie contre les ouvriers, les petits paysans et tous les travailleurs ; une arme destinée à dissuader un peuple en effervescence de recourir à l'action directe contre ses oppresseurs.

Quant à nous, nous appelons ceux qui veulent en finir avec le capitalisme à combattre toutes les illusions, à ne s'en remettre à aucun gouvernement placé avec l'accord de la bourgeoisie à la tête de SON Etat. Là est l'essentiel : faire comprendre qu'il n'y a pas d'autre voie que celle de *la lutte*. Voilà pourquoi nous ne livrons pas, comme les trotskistes, une «compétition pacifique» avec le Programme commun, voilà pourquoi nous n'accolons pas des mots d'ordre «de gauche» à ceux de l'Union de la gauche. Préparer la révolution, c'est combattre ET le plan Barre ET le Programme commun.

De même face à la situation internationale, ce n'est pas à l'ombre des superpuissances que la révolution triomphera mais seulement contre elles, contre leur sale guerre, contre les préparatifs d'agression de l'URSS. Non, elle ne peut vaincre que contre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, par l'union de notre peuple avec les peuples du monde en lutte contre l'impérialisme et l'hégémonisme.

Est-ce à dire que nous n'avons pas de propositions immédiates, qu'en attendant des lendemains meilleurs, nous nous contentons de dénoncer les mystifications de l'Union de la gauche ?

Nullement ! Nous soutenons et développons tous nos efforts pour organiser et étendre les luttes de masse ouvrières et populaires sur la base de leurs propres revendications immédiates.

Seules ces luttes permettent d'arracher certaines revendications. Elles sont une éducation pour ceux qui y participent et qui y apprennent à ne compter que sur la force unie des travailleurs.

Demain, dans tout le pays, ouvriers, paysans, employés, étudiants et autres catégories populaires se soulèveront pour balayer les armes à la main les forces bourgeoises et imposer par décrets ***applicables immédiatement*** leurs aspirations légitimes, comme le firent, voici 106 ans, les travailleurs parisiens.

Cela veut dire qu'il faut convaincre ceux qui luttent qu'il n'y a pas d'autre voie. Et pour cela que les plus résolus, les plus combatifs, les plus clairvoyants des ouvriers s'organisent sans tarder dans leur parti communiste marxiste-léniniste pour mener avec conséquence le combat politique révolutionnaire de la classe ouvrière.

Voilà ce que nous proposons, ce que nous proposons de façon immédiate, urgente et inlassable.

Henri Jour

Europe. Dans les années 60, les centristes et giscardiens étaient partisans (comme les socialistes d'ailleurs) de la construction de l'Europe par la mise en place d'organismes supranationaux, ce que refusait De Gaulle. Aujourd'hui encore, cette même opposition se retrouve à propos de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Tandis que giscardiens et centristes en sont partisans, le RPR s'y oppose. Certains, tel Debré, le faisant très vivement, d'autres moins ouvertement comme Chirac.

Rapport avec les USA. Tandis que le courant centriste a toujours été favorable à une collaboration plus étroite avec les USA, le courant gaulliste chercha, au contraire, à rivaliser avec eux. Ce n'est sans doute pas par hasard si l'on trouve dans le premier des politiciens liés à des monopoles US et dans l'autre certains monopolistes en concurrence avec les USA. C'est notamment le cas de Dassault qui est aujourd'hui un des principaux bailleurs de fonds du RPR.



PC-PS : les raisons d'une union

Si l'on devait se fier aux paroles des politiciens bourgeois de l'«Union de la gauche», leur alliance n'aurait été dictée que par une préoccupation : servir les intérêts du peuple. Mais l'histoire a démontré plus d'une fois qu'il fallait juger sur les faits et non sur les proclamations. Quel est donc le ciment de cette union ?

Avant 1968, la social-démocratie, divisée, est réduite à sa plus simple expression. Les 13 années qu'elle a passées au pouvoir, sous la 4e République, l'ont profondément discréditée aux yeux des travailleurs. Organisatrice des guerres criminelles contre les peuples colonisés, elle a été également le fer de lance de la répression antiouvrière. Le problème est alors de la faire renaître de ses cendres et de préparer une relève du gaullisme qui s'essouffle.

Deux voies s'offrent alors à elle. D'une part, l'alliance avec les centristes de Lecanuet, aux côtés desquels elle a gouverné autrefois et qui sont alors dans «l'opposition», d'autre part, l'alliance avec le parti révisionniste. Ces deux voies font l'objet de débats et de contradictions assez vives. Durant longtemps, Defferre sera l'un des chauds partisans de l'alliance avec Lecanuet et les «centristes», la mettant en pratique à Marseille.

Deux faits notamment viendront renforcer les positions des partisans de l'alliance avec le PCF, représentés par Mitterrand et par Guy Mollet, deux des organisateurs de la guerre contre le peuple algérien.

D'abord le mouvement révolutionnaire de Mai-Juin 68. Il a été en effet l'occasion de montrer que seul le parti révisionniste, par son appareil et l'influence qu'il conserve est en mesure de faire échec à un mouvement de masse. Les socialistes ne peuvent envisager d'accéder au gouvernement sans lui. Alors que Mitterrand, croyant son heure venue, prépare la mise en place d'un gouvernement provisoire, Defferre lui-même déclare : «Il faut que les communistes soient dans le gouvernement, sinon les grèves continueront». Il faut se rendre à l'évidence : pour tromper les masses, les révisionnistes, c'est tout de même autre chose que Lecanuet...

Un deuxième fait sera l'échec de la candidature de Defferre aux élections présidentielles de 1969 : il obtient 5 % des voix ! Duclos, quant à lui, en obtient plus de 21 %.

Dès lors, la tendance dominante de la social-démocratie, sous la conduite de Mitterrand sera la voie de l'alliance avec le PCF, ce qui n'exclut pas la poursuite de tractations avec les centristes. Et en 1973, ce sera le Programme commun.

Les dirigeants du PCF, quant à eux, qui n'ont qu'une seule préoccupation : pouvoir accéder à la direction de l'État capitaliste, voient dans l'alliance avec la social-démocratie le seul moyen de pouvoir parvenir au gouvernement. Cette alliance, nécessaire électoralement, est aussi une caution donnée à de larges secteurs de la bourgeoisie. Les socialistes ont en effet suffisamment fait leurs preuves. Dès le départ, dans ce but, ils font de Mitterrand le chef de file de la «gauche». Mais l'image de marque qu'ils contribuent à forger de Mitterrand aura un résultat inattendu pour eux : elle fera du PS le premier parti de l'union et même le premier parti, sur le plan électoral, de France.

Ce nouveau rapport de forces sera l'une des causes des contradictions qui surgiront entre eux. Entre ces deux alliés, aux points de vue différents sur bien des questions, les causes de conflits ne manquent pas ; mais ils sont attachés l'un à l'autre pour accéder au pouvoir et duper les masses.

Le PCF : le parti du capitalisme d'Etat

SUR LE PLAN INTERIEUR

Nationalisations : les dirigeants du PCF ont fait de nationalisations leur cheval de bataille. Dans ce domaine, deux choses les distinguent du PS.

D'une part, leur volonté d'étendre les nationalisations à tous les secteurs clés de l'économie capitaliste. Lors de la signature du «Programme commun» ce fut avec le PS un sujet de discorde.

En vérité, leur objectif est d'assurer un rôle dominant aux monopoles d'État par rapport aux monopoles privés.

Par ailleurs, ils se distinguent également du PS à propos des modalités d'indemnisation des capitalistes. Il ne s'agit évidemment pas non plus pour eux d'exproprier les capitalistes mais de les remplacer à la direction des entreprises par des bureaucrates bourgeois, notamment des éléments de l'aristocratie ouvrière ainsi que des cadres.

Les capitalistes privés seraient écartés des entreprises nationalisées.

Dans un premier temps, toutes les actions seraient appropriées par l'État, puis les indemnisations s'effectueraient sur 20 ans avec des intérêts. Dans leur volonté d'accéder à la direction des entreprises pour y exercer l'exploitation des travailleurs, les dirigeants du PCF bénéficient d'un atout important : le contrôle du principal syndicat. Il utiliseraient comme un appareil dépendant de l'État pour réprimer la classe ouvrière.

Défense : En dépit de quelques déclarations contradictoires, les dirigeants du PCF demeurent partisans de la liquidation complète de l'armement nucléaire, ainsi que de la réduction des armements classiques, tout en passant sous silence les courses aux armements à laquelle procède l'URSS. Ils présentent celle-ci comme une puissance pacifique. Leur politique est une politique de démobilisation face à l'URSS.

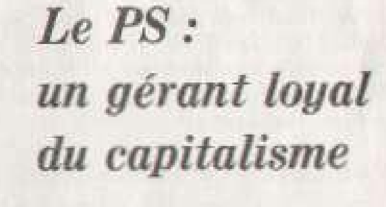
SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Europe : Tout en étant obligés de tenir compte de la réalité de l'existence de la CEE, les dirigeants du PCF sont opposés à tout ce qui va dans le sens d'un renforcement de l'unité de l'Europe de l'Ouest.

Rapports avec les USA : Ils sont en faveur de la sortie de la France de l'Alliance atlantique, tout en étant obligés de concéder au PS le maintien de la France dans celle-ci, du moins pendant quelques temps.

Rapports avec l'URSS : Tout en étant amenés à prendre quelques distances avec la dictature fasciste qui règne en URSS, afin de préserver leur propre image, les dirigeants du PCF mènent campagne en faveur du resserrement des liens économiques et des échanges avec l'URSS.

Les nationalisations seraient en particulier un instrument de cette collaboration. Ils sont les plus actifs porte-paroles de la propagande mensongère sur la «détente». Tandis que l'URSS renforce son armement d'agression et ses manœuvres expansionnistes, ils mènent campagne en faveur de la participation de la France aux conférences sur le «désarmement».



Le PS : un gérant loyal du capitalisme



SUR LE PLAN INTERIEUR

Sur le plan intérieur : La présence dans les rangs du PS d'individus qui, ces dernières années, ont tenu une part active dans la politique des gouvernements De Gaulle et Pompidou, tels Pisani, ex-ministre de l'agriculture, ou Delors, conseiller de Chaban-Delmas, suffirait déjà à montrer que la politique du parti de Mitterrand n'est pas, loin de là, séparée par un fossé de celle suivie jusqu'à présent par les gouvernements de la 5e République.

Nationalisations : La volonté du PS est d'en limiter le nombre et de les mettre au service des monopoles privés qui resteraient dominants. Bien évidemment, il ne s'agirait pas d'exproprier les capitalistes concernés par des nationalisations.

Mitterrand affirmait dernièrement à ce sujet : *«Nous ne voulons pas spolier les actionnaires. Les travailleurs ne vont pas devenir les maîtres de ces entreprises».*

Voilà qui est clair. A la tête de ces entreprises des «managers responsables» seront mis en place, pour les gérer. Quant aux actionnaires, voici le système que préconise Mitterrand pour les indemniser : *«L'échange des actions contre des titres nouveaux, sans droit de vote mais participatifs, offrira aux anciens actionnaires une meilleure chance de rendement que celle qu'ils possèdent aujourd'hui».*

En clair, cela signifie que les capitalistes conserveront leurs actions, et toucheront des bénéfices. La seule différence avec aujourd'hui est qu'ils n'auront plus le droit de vote dans les assemblées générales d'actionnaires. Des gérants loyaux dirigeront pour eux... «Il ne s'agit pas de réduire la fortune des actionnaires de ces firmes» affirmait de son côté Attali, autre manitou du PS.

Défense : Sur les questions de défense, les rangs du PS sont assez divisés, notamment concernant l'armement nucléaire.

En tout cas, dans le «Programme commun, le PS a accepté la suppression de l'armement nucléaire stratégique et l'arrêt de tous les essais nucléaires. Par ailleurs, il s'est prononcé en faveur de l'armement nucléaire tactique: Mais, dans le «Programme commun», il s'est également prononcé pour une reconversion «pacifique» de l'armement nucléaire.

Au total, ses positions ont pour résultat d'affaiblir la position de la France face à un chantage nucléaire de l'URSS au moment même où celle-ci renforce son arsenal.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Europe : Le PS s'est toujours prononcé en faveur de la construction européenne et de la «supranationalité».

Aujourd'hui, il prend position en faveur de l'élection du parlement européen au suffrage universel. Il est vrai que les gouvernements européens sont dans leur majorité de tendance social-démocrate.

Rapports avec les USA : Le PS est en faveur du maintien de la France dans l'Alliance atlantique. Avant son alliance avec le PCF, il était un chaud partisan de l'OTAN. Il protesta alors contre le retrait de la France de cet organisme.

Détente, rapports avec l'URSS : Le PS reprend à son compte les mystifications sur la «détente».

Il préconise la participation de la France à la Conférence de Genève sur le «désarmement» dont le seul but est de semer des illusions tandis que l'URSS accélère ses préparatifs de guerre.

André Colère

5 ans après, le combat de Pierre Overney continue

Trois jours après l'assassinat, la colère gronde, de Charonne à Barbès : 70 000 manifestants crient «Nous vengerons Pierrot», «Dissolution des milices patronales», mais aussi : «Marchais, menteur, complice des tueurs !» et «ouais, Marchais, mieux qu'en 1968 !»

L'exécution de Tramoni est venue rappeler qu'il y a 5 ans le jeune ouvrier Pierre Overney était assassiné par cet individu qui, pour ce crime commis de sang froid, ne fut condamné qu'à une peine de 4 ans de prison, dont il n'effectua qu'une partie.

Tout cela avait lieu un soir de février lorsque Pierre Overney et ses camarades appelaient les ouvriers de la Régie Renault à manifester contre des crimes racistes. Un membre de la milice de Renault devait alors intervenir, l'arme au poing, et tirer. Cet homme de main était également membre du SAC.

Aussitôt, une profonde colère allait s'emparer des masses populaires en France et l'indignation s'exprimer avec force. Sauf évidemment du côté de ceux qui avaient armé l'assassin et des dirigeants du PCF.

Le soir même, Marchais allait chercher à faire porter la responsabilité du crime à la victime et s'exclamait : «Est-ce que nous allons recommencer comme en 1968. Je réponds non». Durant les jours qui suivirent, les dirigeants du PCF et de la CGT allaient tout faire pour tenter de s'opposer à toute riposte, inventant pour cela l'histoire d'un «complot»...

Tout cela ne put empêcher qu'en mars, des centaines de milliers de personnes fassent des obsèques de Pierre Overney une manifestation de lutte dénonçant les assassins et leurs complices révisionnistes.

5 ans après, le combat de Pierre Overney contre l'exploitation capitaliste continue à travers les luttes de la classe ouvrière. Et il ne sera vengé que lorsqu'elle en aura fini avec cette société et instauré le socialisme.



Bataille autour d'un parlement

Depuis un an on n'a plus tellement entendu parler de la construction européenne. Et pourtant, le projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel en mai-juin 1978, décidé au sommet des Neuf début 1976, est sans doute une des questions qui divise le plus les différentes forces politiques de la bourgeoisie dans notre pays.

Un débat doit avoir lieu prochainement à l'Assemblée nationale. On dit que ce sera l'occasion d'une nouvelle manifestation de la division profonde de la majorité et aussi de l'«opposition» parlementaire. Il était même question que par un référendum, Giscard d'Estaing réclame une approbation du pays.

Bref, autant dire qu'il va beaucoup être question de l'Union européenne dans les semaines qui viennent.

Depuis sa naissance, en 1957 à Rome, la Communauté européenne n'a cessé de se présenter comme un obstacle de plus en plus gênant aux ambitions hégémoniques des États-Unis et de l'Union soviétique.

En vérité, dans un premier temps ce sont surtout les États-Unis qui sont apparus touchés, sur le plan économique : progressivement le capital monopoleur européen s'est mis à devenir un concurrent extrêmement dangereux pour les monopolistes américains.

Depuis 1945, les relations économiques entre les États-Unis et l'Europe étaient dominées par la supériorité technologique américaine et l'importance croissante des investissements réalisés par les firmes américaines en Europe. Dans le domaine technologique les Européens ont rattrappé le retard, mais sur le plan des investissements ils n'ont pas réussi à enrayer l'accroissement des capitaux américains en partie à cause de l'absence d'une politique commune.

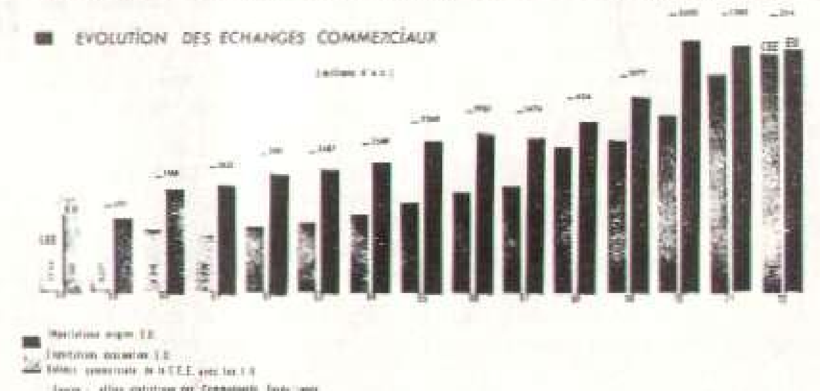
Cependant c'est surtout fin 1973 que l'importance de la lutte *politique* entre l'Europe des Neuf et les États-Unis est apparue.

L'emploi de l'arme du pétrole par les pays arabes lors de la guerre d'octobre 1973 en fut le détonateur.

Les États-Unis, grands producteurs de pétrole cherchèrent immédiatement à briser toute politique propre des Neuf vis-à-vis des pays arabes pour les contraindre à l'alignement. Kissinger partait en guerre contre les pays arabes et il entendait avoir des vassaux dociles. Mais voilà, le prix de la «guerre» n'était pas le même pour les États-Unis et pour l'Europe. Cette dernière assoiffée de pétrole ne pouvait se permettre d'affronter les pays arabes. Le 5 février 1974 à Bruxelles, les Neuf décidèrent de ne pas se liguer avec les États-Unis contre les pays arabes, le 13 février à Washington huit pays revinrent sur leur déclaration et le 4 mars 1974, nouvelle volte-face ils reviennent à la politique de la main tendue aux pays arabes, déclanchant la colère de Kissinger et les menaces de Nixon de réduire les forces américaines en Europe.

Ce fossé entre les États-Unis et l'Europe allait s'agrandir avec la signature en février 1975 de la convention de Lomé (Togo) entre les Neuf et 46 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Cette convention signée sur un pied d'égalité entre 46 pays pauvres





L'évolution des échanges commerciaux entre les États-Unis et la Communauté économique européenne.

du tiers monde et la riche Europe des Neuf, constitua un nouveau coup à l'hégémonie américaine, marquant du même coup d'abord un succès du tiers monde.

Une nouvelle fois, l'importance d'une politique commune unique des Neuf venait de se manifester.

Depuis lors, la lutte fait rage entre les États-Unis qui veulent partir en guerre contre le tiers monde et l'Europe prête à traiter sur un pied d'égalité avec le tiers monde.

Cependant, les États-Unis disposent de bien des moyens de pression et notamment de leur «protection» face à la menace soviétique. En fait, Washington n'est pas prêt à abandonner l'Europe de l'Ouest à Moscou.

Pourtant comme chacun voit clairement croître les ambitions expansionnistes des sociaux-impérialistes russes, comme on sait dans les milieux dirigeants que tout affaiblissement américain se traduit par un renforcement russe, les États-Unis peuvent utiliser un chantage à l'abandon.

D'où depuis 1974, des compromis multiples entre les États-Unis et l'Europe notamment dans le cadre de l'Alliance Atlantique.

Aujourd'hui, un problème crucial pour l'Europe des Neuf, c'est de se doter d'une défense commune indépendante. Il est évident que cela suppose une politique commune constante donc des institutions communes effectivement efficaces. C'est dans ce cadre que se place l'élection du parlement européen au suffrage universel, seul moyen pour les dirigeants capitalistes monopolistes de doter cet organisme d'une «légitimité».

Dans notre pays, les dirigeants révisionnistes du PCF sont de farouches opposants à l'Europe des Neuf.

Parmi les gaullistes, existent plusieurs courants allant d'une hostilité totale à une opposition immédiate : Chirac par exemple, trouve l'élection du parlement européen prématurée. Du côté des socialistes, on est favorable au parlement européen à condition que le mode de scrutinsoit la représentation proportionnelle, ce qui déboucherait sur une majorité «socialiste».

En ce qui concerne le combat révolutionnaire des ouvriers, des paysans et de tous les travailleurs d'Europe contre les deux superpuissances et le capital monopoleur, pour la révolution prolétarienne, nous envisageons l'unité européenne sous ses deux aspects.

La position de la Chine sur l'unité européenne



Le 25 mai 1974, le président Mao rencontrait pour la deuxième fois Edward Heath qui venait de perdre ses responsabilités de premier ministre. En recevant ce chaud partisan britannique de l'unité européenne le président Mao tenait à marquer l'importance de l'unité européenne face aux superpuissances. Le soutien de la République populaire de Chine à l'unité européenne ne s'est pas démenti : la Chine fut notamment l'un des premiers pays à échanger des ambassadeurs avec l'Union européenne, marquant par là sa reconnaissance de l'Europe des Neuf comme entité politique.

D'un côté elle favorise la résistance des pays de l'Europe de l'Ouest aux diktats des États-Unis et de l'URSS et notamment aux menaces inquiétantes de Brejnev ; elle favorise également la lutte des pays du tiers monde contre l'hégémonisme et l'impérialisme en isolant les deux superpuissances.

D'un autre côté, nous ne pouvons ignorer qu'à la faveur de l'union européenne les capitalistes monopolistes renforcent leur exploitation des travailleurs européens notamment à travers de gigantesques restructurations.

En même temps, dans leurs accords avec les pays du tiers monde, même sur un pied d'égalité, les capitalistes monopolistes continuent à bénéficier d'un ordre international injuste qui profite aux pays riches.

C'est pourquoi, la solution réside dans la lutte. Tout en étant favorable à l'union européenne, il est indispensable d'étendre la lutte de classe et de l'organiser au niveau européen contre la bourgeoisie européenne, en luttant du tac au tac sur le plan des luttes économiques, mais aussi sur le plan politique contre sa tendance à la capitulation face à l'URSS et contre ses pratiques néocolonialistes face au tiers monde.

L'issue de la lutte dépendra en fin de compte de l'immense population des pays européens, 250 millions qui unis peuvent représenter une force révolutionnaire considérable.

H. J.

UNE GUERRE ECLAIR CONTRE L'EUROPE EST-ELLE POSSIBLE ?



Ici en Europe, où l'on entend parler si abondamment de détente et de paix, une guerre d'agression est-elle à nouveau envisageable ?

Il y a longtemps déjà que, répondant à l'appel du président Mao Tsé-toung et à l'exemple du parti communiste chinois, les communistes marxistes-léninistes de France répondent : oui, une telle guerre due à la rivalité acharnée des deux superpuissances est non seulement possible, mais même inévitable, et les peuples du monde doivent s'y préparer très sérieusement et activement.

Dans quel but, sinon, l'URSS entretiendrait-elle un formidable arsenal tout entier tourné vers l'agression ?

Pourquoi ferait-elle sillonner mers et océans de ses navires espions ?

Pourquoi ce gigantesque réseau d'espionnage technologique et militaire du KGB qui enserre les pays européens ? (cinq nouveaux espions soviétiques ont été découverts en France dans le courant du mois de mars, au moment même où, en Suisse, s'ouvre le procès de l'espion Jeanmaire).

Aujourd'hui, la vigilance des peuples s'éveille devant cette réalité menaçante que les paroles de paix et de détente sont de plus en plus impuissantes à camoufler.

Dans le secret des états majors bourgeois, même, tout en continuant de mentir aux peuples, de chercher à les tromper, on s'inquiète fort de cette situation.

Le livre que vient de publier le général belge R. Close, intitulé «L'Europe sans défense ?» a fait sensation.

Sa thèse : 48 heures seulement après le déclenchement d'une attaque surprise par les armées du Pacte de Varsovie, les troupes soviétiques peuvent être sur le Rhin.

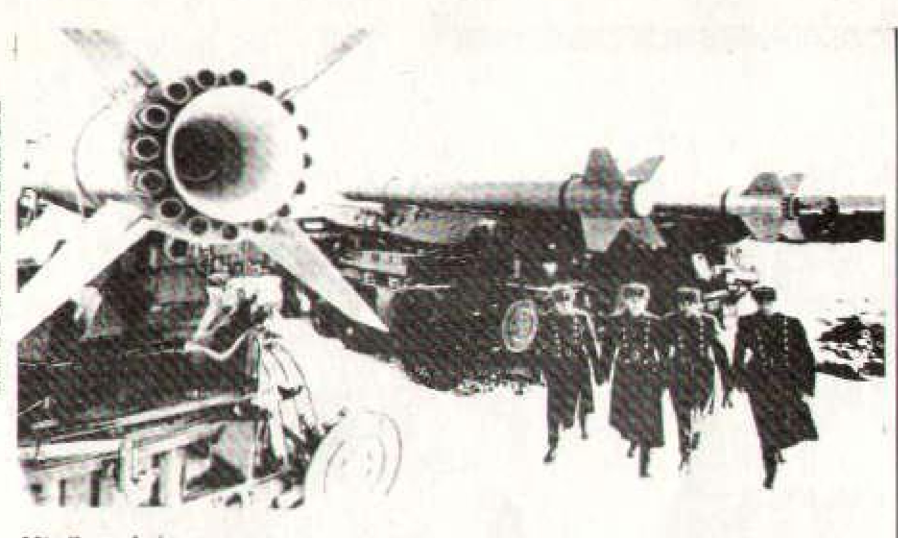
Dans certaines conditions, utilisant au maximum la surprise ou l'imprévoyance de l'Ouest, les soviétiques ont la possibilité de déclencher (par exemple à la faveur de grandes manœuvres militaires servant de couverture à leur offensive), une attaque foudroyante et de se saisir en 48 heures du territoire de la RFA jusqu'au Rhin.

Une nouvelle guerre éclair

La jour «J» tomberait un dimanche ou un jour de fête, l'été de préférence, lorsque les congés annuels réduisent les cadres de la troupe au minimum, vident les concentrations de travail-



La «libre circulation» des informations de l'Ouest vers l'Est, selon Brejnev...



Missiles sol-air russes

leurs, dispersent les populations. Le mouvement ayant débuté en pleine nuit, à deux heures du matin, la frontière peut être franchie à 5 heures, au lever du soleil.

«Grâce à l'action subversive de milliers d'agents dès aujourd'hui infiltrés en RFA, la jonction des troupes d'assaut — 3 000 chars et 500 hélicoptères — pourrait même déjà avoir lieu sur le Rhin en fin d'après-midi, à l'ouest de la Rhur (à 300 km du point de départ) et vers midi à Mayence (à 180 km du point de départ.)

Scénario aberrant de politique fiction ? Non, à en juger par l'émoi qu'a provoquée la publication de cette thèse dans les milieux spécialisés de l'OTAN.

Et faut-il rappeler que, il y a moins de 40 ans, Hitler lançait ses divisions blindés à l'assaut de la Tchécoslovaquie, de la Pologne, puis de la Belgique, de la France, que le Japon bombardait Pearl Harbor sans la moindre formalité de déclaration de guerre?

Un rapport de forces toujours plus déséquilibré

Or l'Union soviétique n'aurait-elle pas la politique de ses ambitions ? Mais tous ces jours-ci la grande presse internationale commente avec fièvre l'écart qui se creuse entre le potentiel militaire de l'Ouest et celui des forces du pacte pro-soviétique au profit de ce dernier.

L'hypothèse de Close intègre d'ailleurs l'existence de moyens de détection perfectionnés et de services de renseignements efficaces du côté de l'OTAN. Elle admet même, ce qui semble bien illusoire, que les autorités militaires de l'Alliance atlantique soient informées instantanément du déclenchement de l'attaque, dès que le premier char soviétique franchit les grilles de la caserne est-allemande la plus proche, à une cinquantaine de kilomètres de la ligne de démarcation.

Même dans cette hypothèse, la plus favorable, les positions de combat occidentales les plus avancées ne pourraient être occupées qu'entre 10 et 30 heures après l'attaque, laissant à l'URSS à l'occasion d'une large percée jusqu'au Rhin.

Une autre voix autorisée en matière de stratégie impérialiste est venue soutenir celle de Close ; Georges Keegon, ancien chef d'état major américain de l'armée de l'air vient de déclarer, le 12 mars dernier, que «les soviétiques peuvent s'emparer de l'Europe occidentale en 24 ou 36 heures, en utilisant ou non leurs armes nucléaires. La marine soviétique, a-t-il précisé, peut, avec ses missiles de croisière, détruire 75 % de la flotte de surface du monde occidental en quelques jours ou même en quelques heures».

Une proie alléchante

Un nouveau «Blitz Krieg» sur l'Europe est donc bien possible dès aujourd'hui de la part du social-impérialisme russe.

Mais quel serait l'objet d'un tel type d'agression ?

Elle se situe dans le cadre de la rivalité acharnée qui oppose les deux superpuissances qui prétendent toutes les deux être le seul maître du monde. La possession de l'Europe, est un tremplin irremplaçable pour cela. Dans le contexte actuel des forces stratégiques, l'avantage appartient à celui qui attaque, la rapidité de l'intervention est un facteur décisif. L'URSS ayant ainsi investi le territoire de la RFA pourrait s'en servir comme d'une monnaie d'échange pour contraindre les USA à négocier en position d'infériorité.

Nul doute que dès l'aube du jour «J», les diplomates soviétiques entreprennent de nombreuses démarches pour justifier aux yeux de l'opinion mondiale la légitimité de leur action en mettant l'accent sur le caractère limité de l'offensive. Mais rien ne dit non plus qu'ils en resteraient là...!

D'autres hypothèses

Car un tel schéma d'agression n'est bien entendu pas unique. D'autres hypothèses d'offensives soviétiques contre l'Europe sont envisageables, à partir de son flanc Sud notamment. Chacun sait que Brejnev espère beaucoup mettre la main sur la Yougoslavie à la faveur de troubles qu'il pourrait susciter, une fois Tito disparu.

Le Moyen-Orient représente aussi en permanence en baril de poudre prêt à exploser.

Ce n'est pas pour rien enfin que les sociaux-impérialistes soviétiques développent de façon considérable leur flotte militaire, multiplient les exercices navals qui visent à prendre l'Europe en tenailles, à couper ses voies maritimes de ravitaillement, infiltrent en Norvège, au Danemark, en Belgique, en Suisse, en France, en Italie, en Espagne, des centaines d'agents du KGB chargés d'additionner tous les renseignements possible sur l'état des forces militaires occidentales.

Une chose est sûre : quel que soit l'angle d'attaque qu'il choisira, Brejnev se heurtera tôt ou tard à la riposte des peuples européens, qui sous la direction du parti marxiste-léniniste, transformeront cette agression impérialiste en une guerre révolutionnaire de libération. C'est pourquoi cette riposte doit être réfléchie et préparée dès aujourd'hui.

PEUPLES D'EUROPE, UNISSONS-NOUS !



ESPIONNAGE RUSSE SUR LES COTES BRETONNES

de notre envoyé spécial

C'est avec émotion que les 4 000 habitants du petit village breton de Plouha (près de Saint-Brieuc) ont appris que les trois navires que l'on pouvait facilement voir des côtes étaient des bateaux espions russes.

La nouvelle se répandit très vite et les gens du village sont allés sur la plage. Durant le week-end des 19 et 20 mars, certains vinrent même en voiture pour voir cela de leurs propres yeux. A deux milles des côtes (3,5 km) en plein dans les eaux territoriales françaises, trois navires soviétiques hérissés d'antennes avaient jeté l'ancre, sans que la marine de guerre française n'intervienne ! Du port de Saint-Brieuc même on pouvait les discerner à la jumelle.

Une vieille habitude

Bien sûr, pour les marins pêcheurs de Plouha comme pour tous les marins pêcheurs bretons, la chose n'était pas nouvelle en soi.

Tous savent maintenant que les bateaux russes qui viennent piller le poisson sont aussi des navires militaires provocateurs et agressifs qui coupent les filets, pénètrent dans les eaux territoriales... Certains racontent aussi l'histoire de ce marin pêcheur de Guilvinec qui a remonté dans ses filets ... un sous-marin espion ! Et que dire enfin de ces «baleinières» russes qui croisent le long des côtes bretonnes où en général on pêche quand même plus souvent des sardines que des baleines !

C'est inadmissible !

En apprenant la nouvelle et en voyant ces bateaux espions si près des côtes, beaucoup se sont indignés : «C'est inadmissible, que fait le gouvernement ! ?» Car le gouvernement français n'a rien fait !

Plouha fut un des grands centres de la Résistance durant la guerre. Dans le village, on parle aujourd'hui encore de ce réseau de résistants bretons qui ont fait passer 225 pilotes d'aviation alliés en Angleterre depuis Plouha. Et cette histoire pas si lointaine reprend tout son sens quand on voit trois navires agressifs espionner les côtes françaises en face du monument érigé en l'honneur de la Résistance.

Entre Brest et Cherbourg

Chacun sait bien aussi que ce n'est pas par hasard que ces trois navires russes ont mouillé au large de Plouha. C'est que Plouha est situé exactement entre les ports militaires de Brest et de Cherbourg. Avec les systèmes dont disposent aujourd'hui les Russes, ils peuvent même surveiller la centrale de Pleumeur-Bodou et les installations militaires de même type situées en Bretagne.

Et c'est ce qui inquiète à juste titre.

Un journaliste de FR 3 Bretagne est allé survoler les 3 navires. Malgré l'écran de fumée sous lequel ils se cachent et malgré les bâches qui recouvrent une partie des installations, il a pu voir notamment «des conduites de tir et de guidage de missiles».

Bizarre sur des navires transporteurs de bois !

Aucune illusion

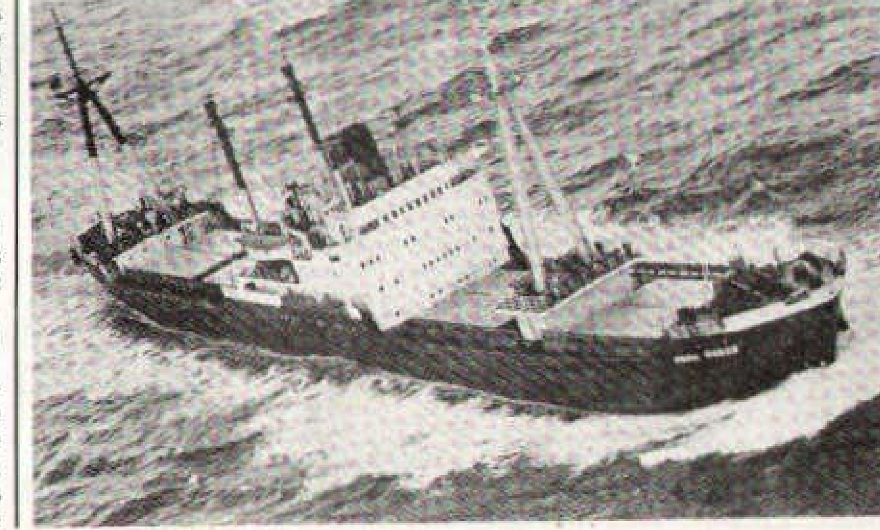
Aussi aucun doute n'est permis. Le Sangarles, le Salavatgulaev et le Malazaria sont un maillon de la chaîne d'espionnage russe. L'Union soviétique prépare la guerre. Il faut que cela se sache. Comme il faut qu'on sache que le gouvernement français ferme les yeux devant de telles provocations.

Philippe Leclerq

Les chateaux du KGB

La villa Albatros est officiellement une résidence deauvilloise acquise en 1972 par l'ambassade russe. Or, en général ses 10 pièces sont vides, inoccupées. On y voit peu d'ambassadeurs mais par contre y passent des gens discrets et un peu... secrets.

Serait-ce un des «châteaux du KGB» dans l'ouest de la France ? Par ailleurs, depuis plusieurs semaines la population de Plouha a surpris des individus sur la plage en pleine nuit. Affaires à suivre...



• CAMBODGE



L'industrie reprend son essor au Kampuchea démocratique. Des travailleuses ont remis sur pied par elles-mêmes un atelier de fabrication de caoutchouc détruit par la guerre.

• FINLANDE

A Helsinki, là même où était signé, il y a deux ans, le traité de dupes sur la «sécurité en Europe», on s'inquiète et on s'indigne ; Souslov, l'idéologue, avec Ponomarev, de l'impérialisme soviétique, vient de consacrer un livre aux relations entre l'URSS et la Finlande. Dans ce livre, il écrit : «En cas de conflit européen, les Finlandais devraient se ranger automatiquement du côté des pays du Pacte de Varsovie». Bel exemple du respect de l'indépendance nationale de la Finlande...

• THAILANDE

Le Parti communiste thailandais remporte de grandes victoires dans sa lutte contre la clique fantoche au pouvoir.

De grands combats ont lieu actuellement dans les provinces de Phanom et de Surat-Thani, respectivement au nord-est et au sud de Bangkok. 8hautsfonctionnaires fantoches ainsi que de très nombreux militaires ont été tués cette dernière semaine. Le pouvoir a été contraint d'imposer le couvre-feu dans de nombreux districts.

• ONU

Actuellement se tient, à Mar-del-Plata, la première conférence des Nations unies sur l'eau.

Plusieurs motions condamnant la politique de l'impérialisme dans ce domaine ont déjà été adoptées. L'une, en particulier, présentée par l'OLP soutient la lutte des peuples encore sous domination coloniale, notamment palestinien, azanien, namibien et zimbabwe pour récupérer leurs territoires et leurs richesses naturelles, notamment l'eau.

Dans une autre motion, l'attitude impérialiste des USA envers Panama a été condamnée à l'unanimité des participants, le délégué des Etats-Unis n'ayant même pas osé voter contre.

Il a été précisé que le canal de Panama appartenait de droit au peuple de Panama.

La suite des débats devrait faire apparaitre un affrontement entre les pays non-alignés et du tiers monde et les pays impérialistes au sujet de la création d'un office international de développement des programmes hydriques qui viendrait en aide aux pays en voie de développement et la création d'un organisme des Nations unies spécialisé dans ce domaine.

• USA

«Courez tant que vous le pouvez, crapules fascistes». Ce fut la réponse qu'opposaient plus de 1 500 progressistes américains à une tentative de rassemblement du Klu-Klux-Klan, à Thalassa, en Floride. Sous les jets de pierres et d'ordures, et malgré la protection des flics, les fascistes durent annuler leur réunion et quitter précipitamment la ville.



Après l'Angola, le Zaire

Les mercenaires de Moscou

C'est dans la semaine du 8 au 12 mars qu'une forte colonne d'ex-«gendarmes katangais» est entré dans le sud-ouest du Zaire et a occupé assez rapidement une grande partie de la région cuivriére du Shaba (ex-Katanga).

Depuis, et malgré l'armement trés moderne et trés complet des agresseurs, il semble que l'armée zairoise ait repris les choses en main. La plupart des villes occupées ont été libérées et les «Katangais» ont d'ores et déjà reculé de plus de 100 km. Cette opération qui, si elle avait réussi, visait à prendre le pouvoir au Zaire en quelques jours est donc un échec mais elle est pleine d'enseignements et, aprés l'Angola elle jette une nouvelle lumiére sur la tactique de l'impérialisme soviétique en Afrique.

Officiellement cette opération est revendiquée par le «Front de libération national du Congo» qui déclare «vouloir lutter contre le régime néo-colonialiste de Kinshasa». En fait tant ce «Front de libération» que la colonne armée est constituée d'ex-gendarmes katangais c'est-à-dire d'assassins professionnels qui, depuis 20 ans, se battent au service de l'impérialisme.

Montée à partir de l'Angola voisine par l'armée soviétique et ses laquais cubains cette opération voulait donc se présenter comme une lutte de libération purement interne au Zaire ; sans doute les stratéges du KGB comptaient-ils sur la fragilité politique de Mobutu (le Zaire connait actuellement les répercussions de la crise de l'impérialisme) et pensaient-ils que l'occupation du Shaba, la région la plus riche du Zaire, serait la clef de Kinshasa, en provoquant un mouvement populaire dont ils tireraient profit.

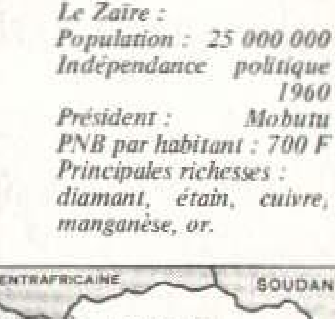
Depuis l'Angola pour l'URSS, mais depuis toujours pour l'impérialisme, la tactique est la même : profiter de toutes les contradictions existantes mais mineures et les exploiter à fond pour ses propres intérêts. Toutes les informations permettent aujourd'hui de dire que le peuple zaïrois ne s'est pas laissé prendre au piège de cette «libération» qui visait en fait à le replacer sous le contrôle de l'impérialisme et qu'il a su voir où était l'ennemi principal.

Quant à Brejnev, cette opération ratée n'a fait que le démasquer un peu plus aux yeux des peuples comme le principal fomenteur de troubles et de guerres de la planète.

Fernand Lenoir



Le havane entre les dents, l'un des officiers cubains chargés d'encadrer les mercenaires de Brejnev en Angola.



Le Zaïre :
Population : 25 000 000
Indépendance politique 1960
Président : Mobutu
PNB par habitant : 700 F
Principales richesses : diamant, étain, cuivre, manganèse, or.



QUI SONT LES «KATANGAIS» ?

A l'origine, les «gendarmes katangais» forment la milice privée d'une grande compagnie cuivrière coloniale «l'Union minière».

Lors de l'indépendance politique du Zaïre, en 1960 (alors Congo ex-belge), l'Union minière et les colonialistes, s'appuyant sur Tchombé, fomentèrent la sécession du Katanga. Les gendarmes katangais sont alors les troupes de choc des sécessionnistes. Cette guerre fera des milliers de victimes dans le peuple, la plus célèbre étant certainement Patrice Lumumba, président du Mouvement national congolais et anti-impérialiste véritable, sauvagement assassiné par les «Katangais» pour les profits de l'impérialisme US.

Par la suite, les «Katangais» font encore parler d'eux, notamment lors de l'accession de Tchombé au pouvoir en 64 et lors d'une tentative d'évasion en 67.

Entretemps, chassés par le général Mobutu, ils se dispersent dans les pays voisins. Après 67, une bonne partie de ces «Katangais» se réfugient en Angola, alors colonisé par les Portugais et c'est là qu'ils réapparaissent, pendant la guerre civile, dans les troupes du MPLA, au côté des Cubains. Ils ont changé de patron, mais un mercenaire, ce n'est pas regardant.

26e mois de grève des loyers dans les foyers SONACOTRA

Première victoire : 7 des expulsés sont de retour !

(Photo Borlant/ ADJA)

Un grand mouvement révolutionnaire de masse

26 mois de grève, mobilisant plusieurs milliers d'ouvriers, en grande majorité immigrés qui affrontent résolument une répression très dure, et pourtant une grève peu connue par la masse des travailleurs français. C'est en effet une grève qui dérange toutes les forces réactionnaires et la presse ou les radios-télévisions qui leur obéissent.

La Sonacotra, qu'est-ce que c'est ?

C'est une société «à but non lucratif» dont le PDG est Claudius-Petit, député de la majorité giscardienne, qui s'occupe de la construction et de la gestion de foyers-hôtels ou de cités (Logirep) pour le relogement des mal-logés.

Les foyers-hôtels Sonacotra, au nombre de 280 à l'heure actuelle dans toute la France hébergent principalement des célibataires, en grande majorité immigrés, mais aussi quelques travailleurs français. Les ressources de la Sonacotra proviennent en grande partie du FAS (Fonds d'action sociale) qui est lui-même alimenté par environ 80 à 90 % des prestations familiales que devraient toucher légitimement les travailleurs immigrés. En effet, la plupart d'entre eux sont dans l'impossibilité de faire venir en France leur famille qui reste dans les pays d'origine, et, dans ce cas, ne touchent pas les allocations familiales auxquelles ont droit tous les autres travailleurs. Premier scandale, qui prouve que les affirmations selon lesquelles le logement des immigrés serait une charge pour les travailleurs français est un mensonge raciste !

Des foyers cercueils

Le logement type (il y a quelques différences suivant les foyers) dans ces «hôtels», c'est une chambre individuelle de 6 m2, séparée des autres par des cloisons en bois aggloméré, inflammables et non étanches, laissant passer bruits et odeurs. Les cuisines et salles de séjour sont communes pour6, 12 ou 20 résidents suivant les cas avec un matériel ne dépassant jamais 2 ou 3 fourneaux et une surface égale à celle des pièces de HLM ordinaires.

Les conditions de sécurité ne sont généralement pas respectées : surcharge de résidents par étage, absence d'éclairage de secours, matériaux inflammables. C'est ainsi qu'en octobre 1976 dans un foyer à Villejuif, un incendie, qui aurait pu être facilement maîtrisé dans d'autres conditions, s'étendit rapidement, provoquant la mort de deux résidents et occasionnant des blessures à une vingtaine d'autres.



SONACOTRA ASSASSIN Foyer de Villejuif tout a brûlé (Photo HR)

Pour ces véritables chambres-cercueils, les résidents payent des loyers exhorbitants : 270 F par mois en moyenne. Pour faire une comparaison simple : les chambres d'un F6 sont divisées en 2 et abritent donc 10 résidents, ce qui fait un loyer de 2 700 F par mois pour un six pièces de HLM ! Deuxième scandale, les ouvriers immigrés des foyers Sonacotra payent beaucoup plus cher que les autres travailleurs, des logements beaucoup moins confortables !

Des foyers-prisons

Les foyers-hôtels de la Sonacotra sont dotés d'un règlement intérieur qui interdit le droit de visite la nuit, qui autorise le gérant à pénétrer dans les chambres quand il le veut, qui interdit «toute réunion ou manifestation à caractère politique dans le foyer», etc.

De plus la Sonacotra recrute publiquement des gérants «ayant l'expérience d'une campagne militaire en Afrique du Nord», c'est-à-dire des hommes de main racistes et colonialistes. Troisième scandale, les ouvriers immigrés particulièrement surexploités au travail, subissent des brimades et sont privés des droits démocratiques élémentaires, des libertés individuelles jusque dans leur propre logement.

Bref historique de la grève

La révolte contre cette situation existait depuis longtemps. Mais toutes les tentatives d'organisation de la lutte avaient échoué avant 1975. En janvier 1975, forts des expériences passées, les foyers Romain Rolland et Allende à Saint-Denis organisent la grève contre une nouvelle augmentation du loyer. En septembre 75, nouvelle augmentation prévue, c'est alors l'extension du mouvement de grève qui touche environ 35 foyers de la région parisienne en janvier 76.

Les grévistes s'organisent en assemblées générales, ils élisent des comités de résidents représentatifs qui constituent un organe dirigeant collectif pour tous les foyers, démocratiquement élu, le comité de coordination. Une plate-forme revendicative est élaborée et le principe de la négociation globale, avec le seul comité de coordination est adopté.

Les principales revendications sont : une baisse des loyers de 100 F, la disparition du règlement intérieur, la re-



Orly, le 20 mars 1977 : de tous les foyers en grève, ils sont venus en car pour accueillir leurs camarades. (photo Images du peuple)

connaissance des comités de résidents et du comité de coordination, le départ des gérants racistes. Plate-forme à laquelle sera rajoutée plus tard le retour des délégués expulsés (18 en avril 1976). Le mouvement gagne en ampleur pour atteindre une cinquantaine de foyers en avril 1976.

La répression policière...

C'est ce moment que choisit le pouvoir pour expulser hors de France, en pleine nuit, 18 délégués des grévistes. Une riposte immédiate est organisée, ce sera la grande manifestation de Barbès, regroupant 15 000 travailleurs français et immigrés.

... et celle des dirigeants du PCF

Mais un autre ennemi, plus efficace que Poniatowski, avait entrepris le sabordage et la division de la grève. Dès le début de la lutte, la direction du PCF tentait en Seine-Saint-Denis de prendre la tête des opérations. Quelques délégués manipulés mais surtout trompés par les révisionnistes s'engageaient dans la voie des négociations foyer par foyer et signaient des accords (à Allende ou à Strasbourg) qui stipulaient une baisse des loyers de 20 centimes et accordaient en tout et pour tout une serpillère, un balai, un lavage de draps tous les 15 jours. Les promesses de mariage avec la fille du maire et un poste d'employé communal servirent à corrompre le principal délégué du foyer de Bagnolet.

L'objectif des révisionnistes, parfois aidés par des représentants de l'Amicale des Algériens en France, est de contrôler politiquement et financièrement l'immigration et la lutte ne les intéresse que dans la mesure où elle peut leur servir à atteindre cet objectif. Ainsi en décembre 1975, ils déposaient un projet de loi à l'Assemblée nationale concernant le FAS (voir plus haut) et demandant sa «démocratisation» en intégrant des «représentants des organisations syndicales» et des «collectivités locales» (municipalités) dans le conseil d'administration*. Pas question de restituer aux immigrés les sommes détournées par le FAS mais au contraire participer à leur partage !

La grève continue jusqu'à la victoire

A cause de ces manœuvres jointes à la répression, la grève a régressé de juin à août 76. Mais les difficultés ont permis en retour l'acquisition d'une riche expérience politique et organisationnelle. La Sonacotra en a profité pour réclamer en justice des saisies-arrêts sur salaire, mais les grévistes ont renforcé leur unité et répondu du tac au tac par tous les moyens. Seuls trois jugements sur plus de 15 ont donné satisfaction à la Sonacotra.

C'est à nouveau près de 30 foyers qui sont en grève.

* Enregistré à l'Assemblée nationale le 18.12.1975 sous le No 2 115.

Sur décision du conseil d'État, 7 délégués expulsés en 76 ont pu revenir en France le dimanche 20 mars accueillis par plusieurs centaines de leurs camarades et de travailleurs français. Malgré le silence et l'opposition des directions CGT et CFDT dans de nombreux syndicats et sections de base, le soutien et la popularisation se développent. De nouveaux comités de soutien se sont créés depuis trois mois. En somme la situation est bonne et encourage d'autres efforts pour gagner cette bataille.

Dans les foyers en grève, les résidents ont créé un rapport de force favorable, ils sont debout, organisent activités culturelles et assemblées générales ; ils sont unis entre ouvriers de 10 à 15 nationalités diverses. En comptant avant tout sur leurs propres forces, ils poursuivent un combat acharné contre la bourgeoisie capitaliste qui veut les réduire à l'esclavage pur et simple ; ils représentent la fraction la plus exploitée de la classe ouvrière de France (20 % en tout) et bénéficient d'une expérience de masse antirévisionniste qui est un capital infiniment précieux pour tous les ouvriers de notre pays.

Il faut non seulement soutenir leur lutte mais s'en inspirer sur les plans politique, idéologique et organisationnel.

Guy Lebreton

Adresse du comité de coordination des foyers Sonacotra en grève :
56, rue de la Fontaine-au-Roi - 75011 - Paris.

DERNIERE MINUTE :

NOS CAMARADES A PEINE DE RETOUR, PONIATOVSKI VEUT LES REEXPULSER !

TOUS AU MEETING DU 2 AVRIL DE 14 H A 18 H Mutualité

ORGANISE PAR LE COMITE DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA

Un test : les congrès syndicaux

Depuis le début de l'année et dans les mois à venir se tiennent ou vont se tenir bon nombre de congrès syndicaux, fédéraux ou régionaux.

A cette occasion, la préoccupation des syndicalistes qui aspirent à la révolution c'est d'élargir et de consolider une pratique syndicale de lutte de classe pour lutter contre la crise capitaliste et les solutions bourgeoises préconisées par l'Union de la gauche.

A cet égard, il apparaît nettement que dans plusieurs congrès de nombreuses voix s'élèvent contre la soumission des syndicats aux objectifs de gestion du capitalisme d'un futur gouvernement Mitterand-Marchais.

A la CFDT, par exemple, les récents congrès académiques de Montpellier, Rennes, Orléans-Tours ou du Val de Marne comportent bon nombre d'enseignements positifs.

Des motions ont été votées à la majorité contre l'opération du type «chasse aux sorcières», déclenchée par E. Maire dans l'organisation. De violentes critiques ont été adressées à la pratique des journées «d'action» de 24 heures qui détournent les luttes classe contre classe vers les urnes. A Rennes, des propositions d'actions concrètes ont été discutées pour la titularisation des auxiliaires dans le 3ème trimestre 1977 et contre la réforme Haby. A Montpellier, un amendement a été largement approuvé, remplaçant la formulation de la direction sur «le contrôle du pouvoir politique par les forces socialistes» (gouvernement d'Union de la gauche), par «la lutte anti-capitaliste et le pouvoir des travailleurs eux-mêmes». A Rennes, une motion adoptée à l'unanimité, refuse «les solutions de rechange dans le cadre du système capitaliste, auraient-elles une étiquette de gauche». Dans un congrès syndical de la Métallurgie CFDT du Nord de Paris, de nombreux participants ont rejeté la motion des nationalisations à la sauce Programme commun associée à l'idée de conquête importante par la classe ouvrière.



Tout ceci est extrêmement positif et montre la voie à suivre pour la préparation démocratique et de masse de ces congrès. Les axes essentiels, qui correspondent au niveau de conscience d'une masse de syndiqués toujours plus grande, étant : le rejet du syndicat courroie de transmission des partis de l'Union de la gauche qui aspirent à gérer le système capitaliste, le rejet des pratiques de collaboration de classe et l'adoption d'objectifs et de formes d'action permettant de mobiliser les travailleurs contre la crise, le chômage, les licenciements, et de faire reculer la répression du pouvoir et du patronat. GUY LEBRETON

Marchais, comme Amaury !



Editions Vaillant : le PCF licencie et fait imprimer en Belgique

Les Éditions Vaillant (Pif le chien, etc): dans l'empire de la presse du PCF, une solide réputation d'exploiteur sans scrupule qui lui vaut des procès pour non-respect des droits des journalistes, intentés par la CFDT.

Le lundi 14, des journalistes licenciés sans indemnité (7/7 passé d'hebdomadaire à mensuel) occupent les locaux.

Dans la nuit, une trentaine de nervis, certains armés de barres de fer, envahissent le journal et chassent les journalistes !

Parenthèse : les Éditions Vaillant font imprimer en Belgique et dans les pays de l'Est.

Amaury, Marchais – Marchais, Amaury : seul le langage diffère...

LES LUTTES SE DEVELOPPENT

ATELIERS DE L'HOPITAL CORENTIN-CELTON

Depuis vingt ans, a chaque instant des risques d'accidents. Une section CFDT sur la brèche que l'administration voudrait bien liquider.

Une arme essentielle dans la lutte : «la ligne du Parti marxiste-léniniste» (intervention d'une camarade de Corentin-Celton, le 19 à la Mutualité).

BRICAUD SAINT-HERBLAIN (Loire-Atlantique)

4 semaines de grève pour la réintégration de 5 licenciés.

JOHN DEERE ORLÉANS

La grève se durcit (blocage des portes) malgré l'opposition de dirigeants syndicaux.

BATIMENT CLERMONT FERRAND

Grève quasi totale des entreprises de gros œuvre.

SESCOSEM AIX et ST EGREVE

La lutte continue contre les licenciements.

AUSSEDAT ANNECY (Papeteries)

Lutte contre les licenciements et coordination avec d'autres de la région.

CEOM LA GARENNE-COLOMBE

Les éboueurs occupent pour des revendications de salaire, conditions de travail, etc.

CHOMEURS

Lundi 21 mars, s'est tenue à l'ANPE du 18e une assemblée générale des chômeurs sur :

– la circulaire Bevillacqua (contrôle répressif et radiation systématique de travailleurs privés d'emploi)

– le problème des offres d'emploi

– le droit d'information et de réunion à l'intérieur de l'ANPE.

Après intervention du comité devant 200 personnes, ont eu lieu des débats concernant tous les problèmes des travailleurs privés d'emploi.

Une pétition a circulé demandant l'embauche de traducteurs pour les immigrés (plus de 30 % des 800 inscrits).

Malgré les menaces du chef d'agence d'appeler la police, l'assemblée générale s'est prolongée toute la matinée, jusqu'à l'arrivée des RG et d'un car de police.

ALSTHOM ST-OUEN

Patrons et dirigeants de la CGT, ensemble devant le tribunal (un délégué CGT témoignant pour la direction) sur plainte déposée par la section CFDT pour entrave aux libertés syndicales.

Devant l'accumulation de preuves, la direction est condamnée.

DANS LES CET ON Y APPREND AUSSI A LUTTER

A Grenoble, un élève s'est coupé la main sur une machine.

A Autun, un autre a dû être amputé du bras droit, etc.

Le 22 mars à Grenoble, 1 500 élèves manifestent. Tous les CET sont en grève depuis une semaine.



Dans les coulisses des élections

L'attention détournée vers les urnes, les patrons en profitent pour faire donner les matraques et tenter de briser les luttes.

BNP-PARIS

La semaine dernière, le personnel du centre informatique de la BNP décide d'occuper. La direction veut les en empêcher par la force.

L'occupation a lieu et la direction décide 8 révocations dont celles de deux délégués CFDT.

Lundi 27/3/77 à 6 heures, les flics ont évacué le centre informatique. Une manifestation a eu lieu à 10 h (plusieurs centaines de personnes) devant le siège de la direction générale pour exiger la levée des sanctions contre les 8 grévistes. La direction refuse et convoque le conseil de discipline.

Le personnel de la BNP est en grève reconductible jusqu'à la levée des sanctions (depuis, la direction a levé partiellement les sanctions ; la lutte pour les revendications et la levée complète des sanctions continue, la CGT a refusé d'appeler le 24 à un rassemblement devant le siège de la BNP).

ELASTELLE-TISSEL LE PUY

En grève avec occupation depuis le 8 mars (pour 200 F d'augmentation pour tous et la cinquième semaine de congés payés), l'usine qui emploie 380 salariés a été «évacuée» par les flics dans la nuit de dimanche à lundi (rappelons que c'est mardi dernier qu'a été annoncée la décision du ministre du chômage de maintenir les licenciements aux tanneries).

PETIT JEAN TROYES

500 travailleurs de cette entreprise de poteaux électriques étaient en grève depuis 10 jours, bloquant les entrées et sorties et donc les livraisons.

La police a «évacué» les accès dans la nuit de dimanche à lundi à 2 heures du matin.

HURES-BAGNEUX

Après la décision annoncée par la direction de procéder à 573 licenciements dans ses 3 établissements (dont 250 à Bagneux), l'usine était occupée depuis lundi dernier : la direction a fait appel «à des mercenaires» casqués et armés de manches de pioches et même de revolvers» contre les grévistes.

BUITONI CAMARET (Vaucluse)

Les flics interviennent avec un camion-grue pour dégager les issues de l'usine bloquées par les grévistes.

Les tenants de l'Union de la gauche font de même ... sans matraque.

BSN

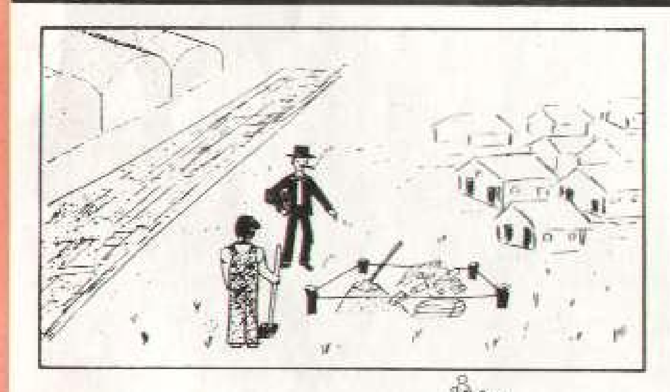
A la BSN à Rives-de-Giers : les travailleurs luttaient depuis 3 semaines (et occupaient l'usine) contre 350 licenciements ; les dirigeants syndicaux ont «décidé» la reprise, sans que les travailleurs aient même à voter, pour «poursuivre» l'action sous d'autres formes.

Il est vrai que le PC avait «conquis» 1 mairie dès le 1er tour, après une campagne axée sur l'incapacité de la précédente municipalité à faire face aux problèmes de l'emploi !

CREDIT DU NORD PARIS

Le 18 mars, 800 employés décident une grève reconductible ; le lundi 21, Jacques Plat (membre du Bureau fédéral CGT) est là et appelle à ne pas aller à l'assemblée générale qui doit discuter de la continuation !

L'AG regroupe tout de même 400 personnes (des «gauchistes» d'après Plat) mais la grève est pour l'instant brisée.



Une brochure des travailleurs des Planchers Bourge

30 immigrés luttent depuis 12 semaines pour leur réintégration (licenciés pour 2 heures de débrayage).

Témoignage :

«J'ai demandé un logement pour faire venir ma famille. M. Bourge m'a montré un carré de terrain, m'a fait planter 4 pieux à la masse et mettre un fil de fer autour et m'a dit :

"Débrouille-toi maintenant pour construire la maison, elle sera pour ta famille..."

En un mois à trois, on a monté une maison de 8 pièces avec la charpente et le toit.

Mais quand je suis revenu du Portugal avec ma famille, M. Bourge ne voulait plus me donner le logement. J'ai passé toute la journée à discuter : le chef m'envoyait au patron, le patron me renvoyait au chef. A la fin comme ma famille attendait sur place (l'aînée des 4 enfants avait alors 5 ans), et après 2 jours de voyage, j'ai finalement eu la clef et 3 pièces dans la maison.»

Passez vos commandes chez J. F. Mougel 6, rue Rimbaud 91470 Limours Prix : 7 F (6 F au-dessus de 5 exemplaires, 5,50 au-dessus de 20).

Flamanville (Manche)

Les paysans contre la centrale nucléaire

Entretien avec un paysan marxiste-léniniste

Les agriculteurs du Cotentin opposés au projet de construction d'une centrale nucléaire à Flamanville se sont organisés dans un «Comité départemental», sur la base d'une plateforme, où il est dit que *«peuvent adhérer au comité tous les agriculteurs qui désirent s'opposer à l'implantation de la centrale et des couloirs de lignes. Les adhésions se font à titre individuel ; les organisations syndicales, politiques, religieuses ou autres ne peuvent adhérer en tant que telles».* Ce comité a déjà, en quelques semaines d'existence, organisé des rassemblements d'agriculteurs contre le commencement des travaux effectués sous la protection des gardes mobiles ; il a également commencé une série de réunionsd'information d'agriculteurs qui ont déjà rencontré un vif intérêt.

Nous avons voulu en savoir un peu plus et avons demandé à un paysan marxiste-léniniste, qui a adhéré à ce comité, de nous dire où en était à son avis la mobilisation et l'organisation des agriculteurs contre le projet de Flamanville.

Q — Peux-tu nous rappeler, en quelques mots, quels sont les dommages prévisibles que représentent pour les travailleurs de la terre ce projet de centrale nucléaire ?

R — La question du projet de centrale nucléaire à Flamanville a révélé à la population un vaste projet d'ensemble de l'État, visant à faire du Nord-Cotentin une zone d'implantation de centrales atomiques. Il y a déjà le centre de Jobourg de retraitement des déchets atomiques de toute l'Europe (qui est prévu pour être agrandi) ; il y a également un autre projet pour Capville, dans le cas où celui de Flamanville peut être réalisée.

Ici, les agriculteurs ne sont pas, en général, opposés au «nucléaire» en soi, mais un certain nombre de faits leur ont fait se poser des questions. Questions auxquelles ne répondent absolument pas ni l'Etat, ni l'EDF, ni également les partis ou organisations syndicales de droite comme de gauche (qui ont pris position, dans les faits, pour la centrale).

La première importante question est celle-ci : pourquoi implante-t-on des centrales dans une zone isolée par trois mers, et alors même que le courant n'est pas destiné à la région, mais à deux importants centres industriels, qui sont Caen et Rennes, situés chacun environ à 200 km ?

La réponse est simple, l'EDF comme n'importe quelle entreprise capitaliste (la nationalisation ne change rien à l'affaire) recherche le profit maximum, et cela ne peut se faire que sur des manquements à la sécurité. Voilà pourquoi, elle a choisi un site particulièrement isolé.

Seulement, sité isolé du reste du pays, ne signifie pas que ce soit un désert. C'est une région à la fois agricole où les petites exploitations y sont nombreuses, et aussi industrielle et portuaire avec Cherbourg.

En plus, le fait d'installer cette centrale loin des lieux de consommation oblige la mise en place de couloir de ligne d'une taille jamais vue en France étant donné le voltage d'environ 700 000 volts. Ces couloirs devraient faire environ 400 mètres de large sur environ 400 km, c'est-à-dire 160 km2, au-dessous desquels il faudra raser les arbres et les talus, sans pouvoir les remplacer par des fils barbelés ; ce qui n'est pas sans poser de problèmes dans une région d'élevage comme le Cotentin.

L'EDF parle d'indemnisation, mais se garde bien de dire où elle compte faire passer ces couloirs.

Q — Comment s'est faite la mobilisation et l'organisation des agriculteurs ?

R — Les premiers a s'être mobilisés sont ceux du canton de Flamanville directement concernés, notamment par les expropriations de parcelles. Ils se sont organisés en comité de défense, et la première mesure qu'ils ont prisca été de se constituer en Groupement foncier agricole (GFA) qui, sur le plan de la législation foncière, permet de freiner les procédures d'expropriation. Ensuite, lorsque l'EDF a voulu commencer les travaux, ils sont allés tranquillement enlever les poteaux de chantiers.

Les pêcheurs s'organisent eux aussi en comité.

Ce qu'il faut dire aussi, c'est qu'il existe depuis plusieurs années, un comité «antinucléaire» sur Cherbourg regroupant essentiellement des intellectuels (le CRILAN).

Même s'ils ont des appréciations différentes sur le nucléaire que beaucoup d'agriculteurs, il n'en reste pas moins qu'ils ont apporté beaucoup d'informations fort utiles..

Le «Comité départemental des agriculteurs contre la centrale nucléaire et les couloirs de lignes» s'est constitué, il y a quelques semaines, au moment où l'EDF voulait commencer les travaux. Ce sont les paysans regroupés en comité de défense sur Flamanville qui ont pris l'initiative de créer un *«comité départemental»*. Ils ont convoqué une réunion de constitution sans exclusive d'appartenance syndicale, ou autre. A cette réunion, on a pu noter des responsables départementaux de Paysans-travailleurs, du CDJA et de la FFA (ce qui n'est pas étonnant, puisque ces organisations avaient pris position contre la centrale). Par contre, sil y avait des adhérents de la FDSEA, les dirigeants n'étaient pas là (ils ont pris position pour la centrale). Le responsable MODEF n'était pas là non plus.

Ce comité s'est fixé comme première tâche d'informer les agriculteurs du département sur les dangers de ce projet, en organisant des réunions commune par commune. En plus, il a participé à des manifestations, notamment celle de Cherbourg le 9 mars, pour protester contre l'investigation par les forces armées de l'EDF (gardes mobiles) du terrain du chantier.

Les premières réunions, d'après ce que je sais, ont été très positives ; avec une large présence, et elles ont suscité un vif intérêt pour les explications et les propositions du Comité. De nombreux paysans ont adhéré au comité au cours de ces réunions.

Lors de la manifestation de Cherbourg, prenant prétexte des agissements de provocateurs à leursolde, les forces de répression ont arrêté deux paysans ; un responsable du CDJA et un de Paysans-travailleurs. Ils devaient être relâchés au bout de quelque temps au fur et à mesure que le commissariat était soumis au siège des manifestants.

Il faut souligner qu'un comité de marins-pêcheurs vient de se constituer ; les pêcheurs étant inquiets des risques de pollution de la mer, et de celle déjà existante avec le centre de Jobourg.



Au début du mois de mars, le comité a tenu une réunion d'information dans la commune de Sainteny. Plus de la majorité des paysans étaient là.

Q — Quelles sont les perspectives aujourd'hui pour le développement de la mobilisation ?

R — Cette forme d'organisation que représente le Comité départemental semble, à mon avis, avoir prouvé que c'était le meilleure façon de regrouper tous les agriculteurs qui veulent faire quelque chose pour s'opposer à ce projet. Aujourd'hui, la priorité est à l'information.

On peut dire, pour conclure, qu'il faut que l'EDF et tous ses défenseurs sachent que les paysans veulent rester à la terre en travaillant, et qu'ils sont déterminés à cela, quoi qu'il en coûte.

Propos recueillis par Lucien Nouveau



L'AMIANTE

En connaître les dangers pour les combattre

Matière minérale fibreuse extraite du sous-sol, l'amiante est utilisé pour ses qualités de résistance mécanique, chimique et à la chaleur. Facile à travailler, pouvant être filé ou tissé, il a en outre un avantage décisif aux yeux des capitalistes : son prix de revient est bien inférieur à celui des matériaux qui pourraient le remplacer. C'est pourquoi sa production a plus que décuplé depuis la 2e Guerre mondiale. Il est actuellement utilisé dans 3 000 produits très divers : amiante-ciment et tuyaux isolants dans la construction, matériel de friction tels les freins et les embrayages, textiles, papier-carton, filtres, etc.

Les murs et les plafonds d'écoles, d'hôpitaux et de nombreux autres bâtiments en sont revêtus. Or, l'amiante est un produit particulièrement dangereux pour la santé.

Dans l'usine AMISOL

(Clermont-Ferrand), les ouvriers maniaient l'amiante à la fourche. En 2 ans, 10 d'entre eux sont morts d'asbestose ! Leurs poumons étaient chargés de fibres d'amiante comme les poutrelles des ateliers !

Les travailleurs des mines ou ceux de l'amiante-textile qui le respirent à dose assez forte et pendant une durée prolongée, présentent au bout d'une vingtaine d'années une sorte de fibrose des poumons appelée asbestose, un peu semblable à la silicose des mineurs. Mais ce n'est pas là le seul danger de l'amiante.

A des doses relativement faibles, et pendant une durée assez brève, il est susceptible de provoquer ou de favoriser la venue, une quarantaine d'années après, de cancers. Il s'agit surtout de cancers des poumons ou de leurs enveloppes (mésothéliomes), mais aussi de cancers digestifs, du larynx, etc. A l'heure actuelle, on peut affirmer que 40 % des travailleurs de l'amiante (qui sont près de 15 000 en France) meurent plus tôt que la moyenne de la population, de cancers. Mais la population exposée à ce risque est bien plus large. Ainsi les gens qui vivent au voisinage d'usines d'amiante ou de chantiers dont les carcasses métalliques sont ignifugées par «flocage mou» peuvent être touchés. Il suffit de respirer des poussières d'amiante en utilisant des produits contenant ce matériau ou en passant quelque temps dans des bâtiments aux revêtements muraux mal protégés pour courir un risque... On a cité par exemple le cas de garagistes qui réparaient des garnitures de freins. L'amiante sert également à fabriquer les filtres utilisés par les marchands de vin. Or, il semble bien que l'absorption d'amiante par voie alimentaire puisse être elle aussi dangereuse.

Aucune réglementation en France

Contrairement à la plupart des autres pays qui l'utilisent, il n'y a pas encore de législation concernant les mesures de sécurité. Elles sont laissées à l'appréciation de chaque patron. Résultat : les méfaits de l'amiante sont particulièrement importants dans notre pays.

Il faut savoir que des pratiques aussi dangereuses que le «flocage», interdites ou sévèrement réglementées ailleurs, sont autorisées en France. De même l'emploi de «crocidolite» (amiante bleue) variété d'amiante particulièrement cancérigène y est permise.

Indemnisations aux moindres frais

Le tableau 30 des maladies professionnelles, extrêmement restrictif, ne fait pas exception en ce qui concerne l'amiante. Seule l'asbestose était reconnue jusqu'à présent et encore à son stade le plus avancé. Un décret du 5 janvier étend bien l'indemnisation aux «affections professionnelles provoquées par les poussières d'amiante». Mais la liste citée ne comprend que l'asbestose et ses complications à l'exception des rares «mésothéliomes primitifs». Ceci exclut de nombreux cancers dûs à l'amiante mais ne compliquant pas une asbestose. D'autant que la réglementation exige un temps minimum d'exposition de 5 ans et un délai d'apparition de 5 ans maximum après la fin de l'exposition. Ces mesures sont très restrictives puisque les cancers dûs à l'amiante peuvent se déclarer 40 ans après une exposition brève et à des doses relativement faibles.

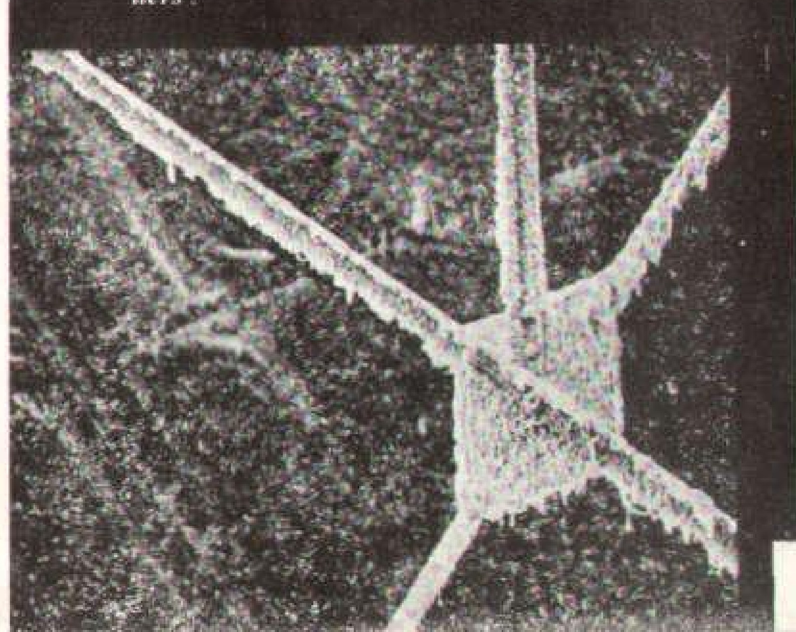
L'action des travailleurs

Depuis mars 76, une réglementation a été obtenue dans la région nantaise. Elle comporte des précautions obligatoires dans l'utilisation et le transport de l'amiante et des mesures visant à limiter l'empoussièrement. Ainsi les travaux doivent être effectués par «voie humide» ou dans des appareils clos ; les ouvriers doivent être munis de moyens de protection individuels même pour les «travaux occasionnels», etc.

Une telle réglementation semblable à celle qui existe notamment en Angleterre permet déjà de réduire les risques d'asbestose et de certains cancers. Mais elle a des insuffisances sérieuses : ainsi elle ne comptabilise que les grosses fibres alors que les petites qui sont tout autant nocives pour la santé sont aussi celles qui se dispersent le plus facilement dans l'atmosphère. L'action des travailleurs s'oriente donc maintenant vers la généralisation et l'élargissement de la plate-forme de Nantes. La mobilisation est rendue assez difficile par le chantage à l'emploi, le fait que les maladies professionnelles de l'amiante se manifestent très tard, et aussi par les mensonges du patronat.

Dans ce cadre, le travail d'information et d'études fait par divers scientifiques et groupes, tel le Collectif intersyndical de Jussieu, jouent un rôle très utile.

LES MENSONGES DU PATRONAT DE L'AMIANTE



Les travailleurs de Ferrodo :

Amisol est-il une exception comme voudrait le faire croire le patronat ? Pour faire la vérité sur ce point, nous avons rencontré à Condé-sur-Noireau, près de Caen, des travailleurs syndicalistes CFDT du groupe Ferrodo. Celui-ci fabrique dans ses usines de Normandie (près de 3 000 employés) des garnitures de freins à Condé et de l'amiante-textile dans la vallée de la Verre. Depuis la pollution, à partir d'une décharge «sauvage», du barrage de Pontécoulant en août 75, c'est l'ensemble de la population qui est sensibilisée. Elle a alors compris le danger en voyant tous les poissons crevés.

Les travailleurs de Ferrodo ont formellement démenti les contre-vérités du patronat de l'amiante.

«Voilà plus de cinquante ans qu'on travaille l'amiante à Condé, nous ont dit les travailleurs que nous avons rencontrés, et on connaît bien les dangers de l'amiante. Auparavant, on n'avait pas le temps d'attraper le cancer ; on mourait bien avant d'asbestose à force d'avoir empli nos poumons de fibres d'amiante. Amisol, c'était une usine d'amiante-textile. Eh bien, il y a encore chez nous des ateliers de filature qui offrent des dangers à peu près équivalents. L'amiante est sorti des sacs par brassées pour être mélangé au textile et ensuite transporté dans des chariots découverts jusqu'aux chambres de stockage. Il est ensuite repris pour alimenter les cardes et être filé. Là encore les cadences sont telles que les cardiers sont obligés de le prendre par brassées.

Des mesures de sécurité très réduites

«Il n'y a pas d'aspiration sur les métiers à filer sauf pour récupérer une mèche qui se déroulerait. Quand ça casse, il faut pénétrer dans une atmosphère très empoussiérée pour arrêter les broches les unes après les autres... Pourtant il existe des équipements qui permettraient l'arrêt automatique des machines. Ferrodo s'est vu contraint de prévoir dans un plan de sécurité le chargement automatique des cardes dans trois ans, ainsi que le mouillage de l'amiante à la sortie du filage (pour limiter l'empoussièrement de l'air par les fibres).

En attendant on constate qu'il y a autant d'empoussièrement dans la «Petite Suisse», usine modèle, que dans les autres.

Par ailleurs, là où des mesures de sécurité sont prises, les cadences empêchent de les observer comme il faudrait.

Le «Collectif Jussieu» collectif intersyndical sécurité de la faculté de Jussieu, nous a révélé les sources sur lesquelles se sont appuyés les capitalistes de l'amiante pour mener leur campagne internationale d'intoxication et de minimisation des risques. Il s'agit tout simplement d'une étude allemande de l'Institut technologique de Berlin payée par la chambre patronale des spiritueux et alcools et la chambre patronale des matériels de chais.

En bref

• Racisme

L'avis suivant est resté placardé pendant deux jours à l'enseigne d'un café de Limoges, le «Mazagran» :

« Cet établissement est interdit par décision préfectorale à toute personne de nationalité algérienne» La préfecture aurait démenti formellement être impliquée dans cet affichage.

Cet avis a suscité de nombreuses réactions et une plainte a été déposée.

Par ailleurs, le meurtrier d'un ouvrier algérien vient d'être acquitté par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône. Denis Brochliéro avait tué au cours d'une querelle un jeune algérien de son âge (21 ans) en l'assommant d'un coup de gourdin. Au cours du jugment, l'avocat général n'a rien trouvé d'autre à proposer aux jurés que... d'apprécier.

Cela illustre bien ce que vaut la vie d'un immigré aux yeux de la justice de notre pays.



• Les maitres-chanteurs

Une femme a été surprise en train de voler un fromage et une plaquette de beurre dans un supermarché à Marseille. L'inspecteur qui l'a prise en «flagrant délit» l'a conduite chez le directeur qui lui a fait le chantage suivant : 2 000 F d'amende (pour un vol de 9,37 F) ou bien il la dénonçait à la police. Après avoir d'abord accepté de signer une reconnaissance de dette, la femme a porté plainte contre le maître-chanteur.

De telles pratiques ne sont que trop fréquentes, les responsables de super marchés s'arrogent le droit de tenir leur propre fichier et de rendre la «justice» comme bon leur semble.



• Sécurité sociale

800 médicaments environ, seront moins remboursés. Le projet initial du gouvernement consistait à supprimer le remboursement de 400 médicaments baptisés pour la circonstance «de confort».

Mais la commission «Coudurier» qui délivre les autorisations de remboursement pour les nouveaux médicaments a fait une remarque : les assurés sociaux risquaient de se tourner vers d'autres médicaments semblables mais remboursés et qui valent plus cher.



Donc pas d'économie pour la «Sécurité sociale». C'est pourquoi le gouvernement s'orienterait vers l'augmentation du ticket modérateur pour près de 800 médicaments.

• Juge poursuivi par la justice

C'est ce qui est arrivé à Claude Joly, membre du syndicat de la magistrature, juge d'instance de Douai.

Le dossier montre quelle était sous surveillance dès son arrivée à la cour d'appel de Douai. C'est après des plaintes émanant d'avocats de grandes sociétés de crédits et de banques que la hiérarchie a décidé de la poursuivre. Elle lui reproche d'avoir manqué à «l'obligation de réserve» en dénonçant le caractère quasi-carcéral du centre fermé d'un établissement de rééducation de St-Omer.



A la suite d'un article qu'elle avait publié une inspection de l'Éducation surveillée avait abouti à la fermeture de ce centre.

Par ailleurs, elle ne se serait pas montrée suffisamment sévère en tant que juge des enfants. Elle eu le tort d'accorder des délais aux travailleurs endettés, et comble d'horreur dans cette société capitaliste, de contrôler trop étroitement les demandes des sociétés de crédit et des huissiers.

• Occupants de logements vides

Mardi dernier, deux jours après le deuxième tour des municipales, le tribunal des référés a rendu son verdict. Les cinq familles qui occupent des logements vides dans le Marais ont un délai de trois mois avant



d'être expulsées. La ville de Paris qui avait saisi le tribunal obtient ainsi satisfaction. Sa régie immobilière, société mixte, pourra construire, si l'expulsion a lieu, des immeubles neufs aux loyers lucratifs. L'expulsion n'est assortie d'aucune mesure de relogement alors que parmi ces occupants, il y a, rappelons-le, 19 enfants.

Ce que Haby veut nous imposer :

L'école du chômage, des bas salaires et des flics

Durant le mois écoulé, Haby a discuté de ses projets avec Giscard et Barre puis en Conseil des ministres ce qui montre bien l'importance que leur accorde la bourgeoisie. Il a tenu à ce qu'une grande publicité soit faite à ses réformes des «rythmes scolaires» et publié une brochure qu'il voudrait voir servir de «guide» aux enseignants.

Tout ce battage a pour but de préparer l'application, dès la prochaine rentrée, d'une réforme qui a pourtant été massivement rejetée tant par les élèves que par les enseignants.

Si Haby parle tant d'adaptation du rythme scolaire aux enfants c'est qu'il compte s'en servir pour une sélection accrue. La pression populaire l'a contraint à certains aménagements, mais il n'a pas renoncé aux projets fondamentaux de sa réforme.

L'école capitaliste sans fard !

Dans sa brochure, Haby énonce très clairement ce que l'école doit apprendre aux jeunes : «écrire une lettre, calculer leur revenu imposable, utiliser un mode d'emploi, assurer l'entretien courant des appareils ménagers, coller, clouer, couper et coudre des étoffes, etc.»

Juste de quoi savoir, pour la plupart d'entre eux, bricoler et effectuer les travaux peu qualifiés qu'exigeront les patrons. Quant aux connaissances générales que propose Haby, elles sont bien inoffensives ; «Situer les grands faits de la civilisation : l'Égypte antique, la Grèce, Rome, mais aussi Mahomet, Saint François d'Assise, révolutions anglaises etc.»

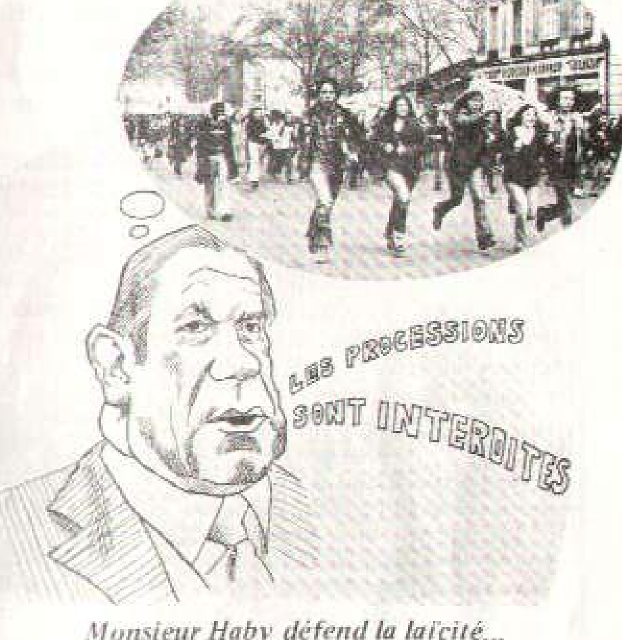
Ainsi il ne parle plus du fameux cours préparatoire à deux vitesses qui devait opérer très tôt une sélection massive et radicale. Mais l'apprentissage de la lecture pourra se prolonger pour un certain nombre d'élèves en cours élémentaires première année. Cela n'aboutira pas à autre chose qu'à créer dans ces classes des groupes de niveau «lent».

Les enfants «rapides» issus de la bourgeoisie et de couches sociales aisées, déjà avantagés par le contenu et les méthodes de l'école capitaliste, pouront ainsi creuser l'écart. Par contre, beaucoup d'enfants de la classe ouvrière se retrouveront parmi les «lents» et auront bien du mal par la suite à combler le décalage.

6e : les mensonges de Haby

Pour faire croire à une «démocratisation», bien illusoire en système capitaliste et recrépir, si c'est possible, le mythe de l'égalité des chances, Haby a fait savoir que tous les élèves se retrouveraient en 6e «sans distinction».

Eh bien, c'est complétement faux. Il y a d'abord tous les élèves issus des classes de perfectionnement. Ceux qui n'auront pas suivi le cours moyen deuxième année à 13 ans se retrouveront dans les classes à caractère professionnel, et les élèves de 14 ans dans des classes préparatoires à l'apprentissage. Les sections d'enseignement spécialisées (SES) sont appelées à se multiplier. Enfin, les élèves qui se retrouveront dans les nouvelles classes de 6e «normales» seront divisés pour certaines activités en «groupes de soutien» et en «groupes d'approfondissement» ce qui creusera les inégalités.



Monsieur Haby défend la laïcité...

Les projets de Haby

Le français, l'histoire, la géographie, l'étude des langues étrangères - vont être réduits tandis que dans beaucoup de classes, l'accent sera mis sur l'enseignement technique et manuel. Haby veut orienter le plus rapidement possible la plupart des jeunes vers l'apprentissage au service d'un patron, ou vers des CAP et des BEP en 2 ans. Il veut mettre en œuvre une sélection accrue et un enseignement au rabais pour donner aux patrons une main d'œuvre peu qualifiée, qui sera contrainte d'accepter les bas salaires et la mobilité professionnelle sous peine de rester au chômage.

C'est cela la réforme Haby et la «revalorisation du travail manuel» !

En même temps, Haby pense pouvoir licencier en plus grand nombre encore les maitres-auxiliaires et s'attaquer aux titulaires. Pour imposer ces projets, il a déjà prévu une répression accrue en mettant l'accent sur la morale dans l'éducation, en interdisant la critique politique ; et en outre, les élèves pourraient être renvoyés au bout de 3 avertissements et passer devant les tribunaux.

Jean Nestor

Radio

«BANANAS» *ou radio mère-patrie*

Tous les jours, sur France-Inter, «le dynamique» Patrice Blanfrancart (un homme heureux de vivre) fait applaudir les rythmes africains, antillais et d'Amérique Latine. Vous vous trouvez un instant transporté sous les tropiques, vous dansez sous les cocotiers, où le rhum coule à flot... Voilà de l'évasion !

Et c'est moins cher que le Club Méditerranée. Une bouffée d'air pur sur les ondes ! Des vacances dans les colonies françaises !

Mais, passées les premières réactions, on peut se demander s'il s'agit vraiment de la musique des peuples de ces pays, traduisant leurs aspirations profondes, ou bien d'une musique défigurée, récupérée. A qui s'adresse cette émission ? Et quel objectif vise-t-elle ?

Quels orchestres et quels artistes occupent la scène ? Des orchestres dits afro-cubains : orchestres de Porto-Rico, Cuba, Saint-Domingue, Haïti, Guadeloupe, Martinique, etc... Mais d'une façon générale, ces orchestres ne représentent pas les peuples de ces pays, quoique dans la forme ils utilisent parfois les diverses musiques populaires, dans le contenu ils prêchent la passivité et perpétuent le mythe de peuples «heureux de vivre sous le soleil». La plupart des orchestres cubains qu'on nous présente sont composés de musiciens ayant soutenu le régime de Batista et émigré aux USA ; David Martial, un martiniquais, poulain de Blanfrancart, est l'auteur d'une chanson sur Joséphine de Bauharnais, où il étale sa fierté d'avoir pour «compatriote» la femme de Napoléon 1er (Napoléon le colonialiste et le pillard). Les soit-disant représentants des autres pays sont du même acabit.

La culture des peuples des colonies et néo-colonies françaises, bénéficierait-elle miraculeusement de la bonne grâce de France-Inter ? Non , en fait, pour maintenir son oppression, le colonialisme français combine de façon subtile la carotte et le bâton, le fusil et la chanson.

LE CHOMAGE

Depuis 10 ans, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyanne et à la Réunion, on assiste à la création d'orchestres de jeunes.

Devant le chômage de plus en plus important, le moyen d'avoir de l'argent de s'en sortir de devenir une idole, c'est le sport et la musique.

La musique populaire de ces pays, est étouffée par l'importation de musiques étrangères , de musique européenne et des USA, via Porto Rico, Cuba, Haïti.

Il s'agit de donner une image «folklorique» de la musique populaire de ces pays.

Aux Antilles, le colonialisme français a entraîné une dégradation à tous les niveaux. Ce qui s'offre aux jeunes, c'est le chômage ou le night-club.

MUSIQUE ET EMIGRATION

L'émigration vers la métropole touche des milliers de jeunes des colonies surtout en 75, 76, et 77.

On trouve un nombre assez important de travailleurs immigrés pour que le marché de la musique en tienne compte. La solution, c'est l'émission «Bananas» où «même en France, les travailleurs antillais devraient se sentir comme chez eux et ne plus manifester le besoin de rentrer au pays.



De plus, cette mesure démagogique vise à faire oublier l'exploitation et le racisme. Le contenu de cette musique est réactionnaire.

Il vise à diviser les peuples, antillais, à les démobiliser. Un disque en vogue s'appelle «Cuisse». Il est colporté par un orchestre que lance «Bananas».

Le caractère pornographique de cette chanson illustre un mépris pour la femme, et pour ces peuples en conséquence : division, abêtissement.

UNE AUTRE MUSIQUE CELLE QUI LUTTE

Au cœur des luttes des peuples des colonies françaises, une autre musique se développe.

Elle sest fondée sur les traditions authentiques de la culture populaire. Elle décrit l'exploitation et l'oppression des peuples, elle chante les plus belles pages de la résistance au colonialisme français. En Guadeloupe en particulier certain artistes mettent leur talent au service de la lutte des ouvriers et des paysans.

Léon Cladel et des travailleurs antillais.



La vraie musique antillaise : des chants de lutte pour l'indépendance et la liberté.

Cinéma

Jeunes chômeurs dans la banlieue LES LOULOUS

Tout commence un jour de 1971 à La Courneuve. Ce jour-là un patron de bistrot sort un fusil et abat un jeune consommateur. C'est une véritable manifestation qui avait marqué ses obsèques.

Cet assassinat, c'était une attaque contre toute la jeunesse. Les fils d'ouvriers sortent de l'école pour être jetés au chômage. Ce qu'on leur propose : les idoles, le flipper, la moto. Ce qu'on leur conseille : se taire.

Ce film, malgré ses insuffisances, a le mérite de montrer les différentes formes d'encadrement dont dispose la bourgeoisie contre ceux qui refusent ce système pourri.

Le 5 mars 1971, Jean-Pierre, 17ans, est assassiné par un patron de bistrot fasciste pour avoir cassé un verre. Cela se passait au «Narval», dans la sinistre cité des 4 000 logements à la Courneuve. Des milliers de personnes ont dû affronter les flics lors de son enterrement. Ci-dessus, une vue de l'enterrement.

TUÉ POUR UN VERRE !

Disponible 73 rue Buffon

CE CRIME NE RESTERA PAS IMPUNI !

LA COURNEUVE, MARS 71

Les loulous : on les appelle aussi les loubards. Pour la plupart ce sont des jeunes de la classe ouvrière qui vivent dans ces cités de béton où la bourgeoisie entasse les travailleurs après les avoir expulsés du centre des villes.

Que leur offre la bourgeoisie ? Des conditions de vie dégueulasses, dans des cages à lapins loin de tout, des appartements exigus, des gardiens flics, les descentes de police régulières. Au bout de tout ça, à la sortie de l'école, c'est le chômage, dans le meilleur des cas l'exploitation à l'usine pour un métier sans aucun rapport avec la qualification acquise au CET.

Dans une de ces cités (en fait La Courneuve), un groupe de jeunes traine son ennui du flipper à la boîte de nuit en passant par la MJC. Dans la cité tous les habitants ne les voient pas d'un œil sympathique : en particulier le patron du bar, le gardien d'immeuble qui joue le rôle de flic et le commissaire de police. Le patron de bar qui appartient au MAC (Milice d'action civique) — ça rappelle quelque chose — voit dans ces jeunes révoltés le symbole de tout ce qu'il combat pour protéger son ordre pourri.

Un jour, c'est le drame. Il refuse de recevoir les gars dans son bar. Eux imposent leur présence, exigent d'être servis et commandent des demis. Il leur sert un verre d'eau. C'est la bagarre. Il tire ! Un des jeunes tombe : mort. Autour du cercueil, le père de Ben, le frère du mort, explique à son fils que s'il portait plainte, il perdrait son travail à la municipalité, que sa demande de HLM n'aboutirait jamais et «de toute façon, les pauvres gens, on n'a jamais raison avec la justice». Ben part en claquant la porte, bien décidé à venger son frère.

Dans le bar, la vitrine vole en éclats, les bouteilles valsent, la bière coule par terre à plein jet. Puis les sirènes hurlent. La bande quitte le bar non sans avoir allumé un bidon d'essence. Ben se fera coffrer par les flics dans la villa du patron du bar, au moment où il allait venger son frère.

Ensuite c'est l'interrogatoire, tabassage à l'appui au commissariat, Il est «libéré» pour être interné dans un hôpital psychiatrique : c'est un inadapté social ! On lui demande même pourquoi il n'aime pas le travail (question qu'on pourrait poser à tous les chômeurs !). A l'hôpital, on l'abrutit par les piqûres, les calmants ou la camisole. La dernière image du film : c'est le rêve de Ben. Il est libéré par ses copains qui attaquent l'hôpital et libèrent les internés.

Ce film, c'est l'histoire de la révolte de jeunes à qui l'on refuse du travail, à qui l'on ferme les MJC que l'on exclue des bars. Il montre la répression qui s'abat sur les jeunes quand ils osent se révolter. Même si cette révolte ne prend pas un tour directement politique.

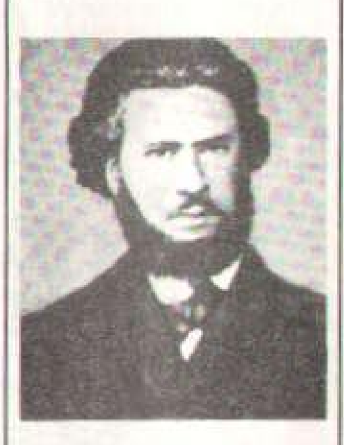
Léon Cladel

Notes de lecture

Eugène Varlin

«Pratique militante et écrits d'un ouvrier communard»*

* «Petite collection Maspéro» - 12 F.



En cette période anniversaire de la Commune de Paris, un livre bienvenu. On y découvre depuis 1855 la vie militante d'un fils de paysans pauvres «monté» à Paris, «haut lieu de la concentration ouvrière, puisqu'on y comptait une population industrielle active de 407 500 travailleurs hommes, femmes, enfants».

Dès 1857, il adhère à la Société civile des relieurs : début d'un chemin qui va l'amener, à travers la création de coopératives et de restaurants ouvriers, l'implantation des sections de la Ie Internationale, mais surtout les luttes ouvrières et les grèves à Genève, à Paris, au Creusot, à devenir une des figures de proue de la Commune, dont il devient le responsable de la commission des Finances, puis de celle des approvisionnements. Le 28 mai 1871, place Cadet, un prêtre le reconnaît et le livre à un officier versaillais qui le fait assassiner. Lissagaray dira : «Ce mort-là est tout aux ouvriers».

La présentatrice, Paule Lejeune, a su maintenir un style alerte, jamais ennuyeux : la priorité est toujours laissée aux écrits de Varlin, ou aux témoignages des contemporains. L'ouvrage est dès lors un complément utile à l'«Histoire de la Commune» de Lissagaray ou à la réédition des «31 séances officielles de la Commune».

Un regret cependant : dans les commentaires apparaît trop souvent une mise en opposition implicite entre les leçons à tirer de la «pratique militante» des acteurs de la Commune et les analyses et les conclusions de ceux qui n'en seraient que les théoriciens, Karl Marx en tête. Dans la foulée, il faut donc relire «La guerre civile en France».

Cinq nouvelles brochures

«Les cris de la Commune» par Annie Brieuc (3 F)

Un recueil de poemes et de textes sur la Commune de Paris avec une brève présentation de leur rôle et de leurs auteurs (Louise Michel, Charles Bonnet, Turbin, etc.)

«La lutte de classe à l'intérieur des partis communistes» par E. H. Hill (5 F)

Partant de sa longue et très riche expérience de lutte contre le capitalisme et le révisionnisme, l'auteur, qui est le secrétaire politique du Parti communiste d'Australie (M-L) explique, en s'appuyant sur des conversations qu'il a eues avec des communistes chinois, dirigeants ou non, pourquoi il considère que l'écrasement des quatre et la nomination du président Houa Kouo-feng est non seulement une victoire pour le Parti communiste chinois mais aussi un tournant décisif dans la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie au niveau mondial.

Vieux militant communiste qui a suivi la Révolution chinoise depuis les années 30 et qui a personnellement vécu, à la tête de son parti, la trahison internationale des Krouchtchéviens, il met un demi-siècle d'expériences révolutionnaires au service de l'analyse des récents événements qu'a connus le PCC et répond aux principales questions à ce sujet. Il aborde de plus des points fondamentaux, comme les relations entre partis et l'internationalisme prolétarien.

Un ouvrage remarquable à lire et à faire lire.

La réédition sous forme de brochure de trois séries d'articles parus dans l'HR quotidien répond à une ample demande et devrait permettre une plus large diffusion de ces textes qui furent très appréciés lors de leur parution.

«La crise viticole en Languedoc-Roussillon et le combat des travailleurs de la vigne» par Lucien Nouveau (2,5 F)

«France 1977 : Les travailleurs et le logement» par Jean Nestor (3 F)

«La Chine reste rouge» par Jacques Jurquet et Henri Jour (5 F)

LE PROBLEME DE L'EAU

L'impérialisme en accusation

Non seulement les pays impérialistes sont responsables du problème de l'eau dans le tiers monde, mais eux-mêmes gaspillent l'eau et la polluent. 160 km3 d'eau polluée sont rejetés chaque année par l'industrie dans les fleuves et les mers contaminant à leur tour vingt cinq fois leur propre volume.

L'ensemble du continent africain n'est touché que par 12 % du cycle hydrologique contre 33 % pour les seuls USA. Selon l'OMS 1,2 milliards de personnes (plus du tiers de l'humanité) ne disposent pas d'une eau potable sûre et 25 000 meurent chaque jour d'une maladie propagée par l'eau : choléra, typhoïde, malaria. Les pays impérialistes et la colonisation ont une grande responsabilité dans le manque d'eau qui n'est pas le fait du hasard. A la conférence sur l'eau de Mar-del-Plata, les pays du tiers monde accusent les deux superpuissances et les impérialistes.

Dans les pays du tiers monde, la colonisation s'est traduite par le vol des terres aux petits paysans, la création de grands domaines et le pillage des grandes ressources naturelles.

En Algérie notamment, le colonialisme a entraîné la destruction des forêts et la désertification.

La destruction de la forêt et l'érosion

C'est la forêt qui est le meilleur protecteur du sol : elle empêche l'érosion, provoque des pluies. La végétation qu'elle engendre protège la couche supérieure du sol. En Algérie, la forêt a été détruite par les colonialistes français (napalm de la guerre de 54 à 62, destruction des chênes liège, création de grands domaines). Cela a déclenché le ruissellement de l'eau et l'appauvrissement du sol en même temps que la diminution des ressources hydrauliques.

La spoliation des terres et la création de grands domaines a favorisé ce phénomène. Une fois la couverture végétale détruite, les conditions naturelles sont favorables à l'érosion. Elle est réactivée par la nature friable des roches, par la forte pente des terrains et surtout par les précipitations torrentielles qui s'observent au moment où les terres sont sans culture (en automne).

De même les pentes et les versants constamment labourés par suite de l'extension des cultures annuelles sont exposées à nu pendant de longs mois aux précipitations. Les fortes averses d'automne et d'hiver emportaient la couche supérieure du sol qui comporte les éléments nutritifs des plantes. Privé de cette protection, la structure du sol est directement exposée aux phénomènes physico-chimiques. Le ravinement entraîne même la destruction des canaux et des terrasses.

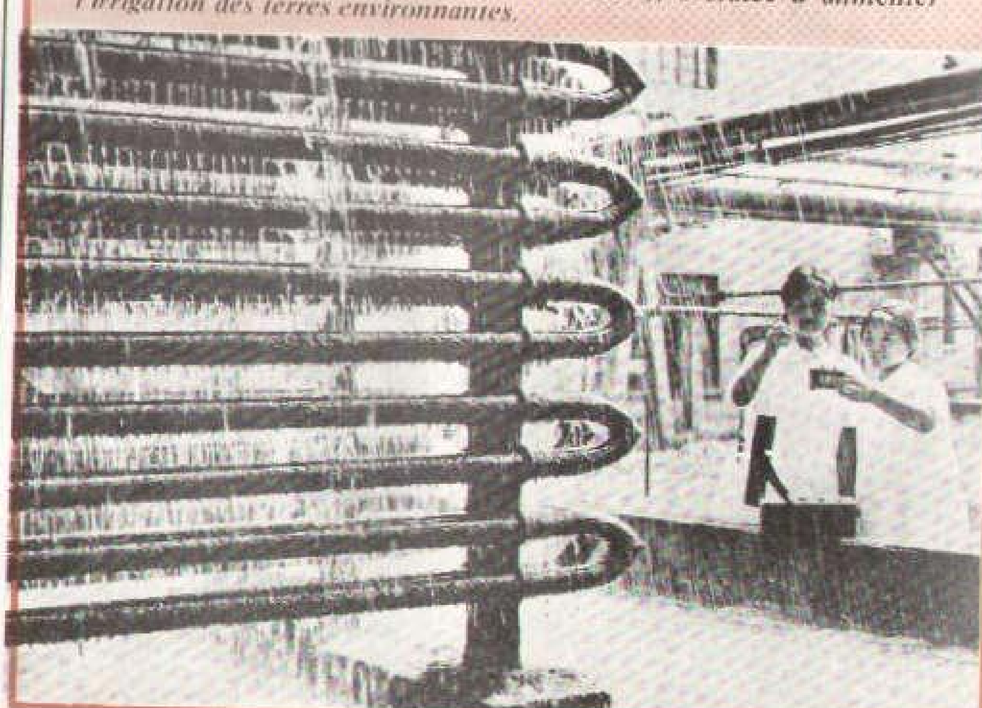
Ruissellement au lieu d'infiltration

C'est l'infiltration des eaux qui, en temps normal, alimente les nappes, les sources et les points d'eau. Avec l'érosion, l'eau ne s'infiltre plus, elle ruisselle emportant tout sur son passage, provoquant des inondations destructrices et l'envasement des barrages.

Non seulement le niveau hydrologique souterrain disparaît, mais le vent qui n'est plus freiné par les arbres renforce son érosion. D'autre part, tout le cycle des pluies est complètement perturbé, les pluies se font de plus en plus rares.

LA CHINE doit faire face cette année à la sécheresse la plus grave qu'elle ait connue depuis la libération en 1949. C'est la mobilisation de toute la population ainsi que l'ensemble des immenses équipements déjà réalisés pour l'irrigation qui permettront de vaincre cette calamité naturelle.

Ici, une installation d'épuration et de contrôle des eaux usées d'une fabrique d'engrais à CHUCHOW (HOUNAN), destinée à alimenter l'irrigation des terres environnantes.



Sciences

1793 : LE CLUB DES CITOYENNES REPUBLICAINES REVOLUTIONNAIRES



En mai 1793, la situation de la France et du peuple français est catastrophique. Le gouvernement girondin s'emplit les poches, mène mollement le recrutement pour la «patrie en danger», traque les révolutionnaires.

La situation début 93 en France

C'est à cette époque qu'un petit groupe de femmes du peuple parisiennes dont Claire Lacombe (comédienne qui a abandonné les planches pour se consacrer à la révolution) et Pauline Léon (chocolatière) créèrent le 10 mai 1793 le *Club des citoyennes républicaines révolutionnaires.*

Pour lutter contre les Girondins, elles réclamaient par des pétitions, des interventions aux séances de la commune de Paris, au Club des Jacobins, que l'on arrête les Girondins, qu'on les juge dans les tribunaux révolutionnaires.

Mais ces messieurs les félicitèrent de leur «mâle énergie» et parlèrent d'autre chose. Aussi elles organisèrent une manifestation armée de piques pour libérer Hébert, des interventions sur les marchés auprès des files d'attente de femmes (pour les rares provisions taxées), dont elles jouissaient de la sympathie.

Les femmes en armes

Elles ne se bornèrent pas à réclamer la lutte contre les ennemis mais elle exigèrent le droit des femmes d'y participer : Pauline Léon devant la convention : *«Nous sommes citoyennes et le sort de notre patrie ne saurait nous être indifférent. Vos prédécesseurs ont mis le dépôt de la Constitution dans vos mains aussi bien que dans les nôtres ; et comment conserver ce dépôt si nous n'avons des armes pour le défendre des attaques des ennemis ? Oui, ce sont des armes qu'il nous faut, et nous venons vous demander la permission de nous en procurer.»*

Elle y ajoutait la demande de s'exercer à la manœuvre (pour les femmes de 18 à 50 ans) le dimanche et de créer des bataillons de femmes pour la lutte contre l'ennemi extérieur et intérieur.

Voyant que les Montagnards faisaient le minimum pour le peuple, elles se tournèrent vers Jacques Roux dit l'Enragé qui critiquait violemment la notion de Liberté : *«Qu'est-ce que la liberté quand une classe d'hommes peut affamer l'autre ? Qu'est-ce que l'égalité quand le riche par son monopole peut exercer le droit de vie ou de mort sur son semblable ?»*

C'est leur alliance avec Jacques Roux qui les rendit suspectes. Les Montagnards développèrent une campagne de calomnies et le «sentimental poète» de «Il pleut, il pleut bergère», Fabre d'Eglantine, y alla de son couplet : il dénonça *«des coalitions de femmes qui abandonnent leurs enfants se moquent de leur ménage et du bien-être de leur mari pour se transformer en d'espèces d'aventurières, de chevalières errantes, de filles émancipées et de grenadiers femelles.»* Robespierre ne répondit pas aux demandes de réponse du club et laissa le Comité de Sûreté générale enquêter, grossir les faits et conclure que les femmes n'étaient pas aptes à prendre part aux affaires du gouvernement, qu'il fallait dissoudre les sociétés féminines et interdire la participation des femmes aux clubs. Claire Lacombe essaya de se faire entendre, de se justifier, mais la Convention refusa de l'écouter et la fit arrêter. A partir de ce moment, les gouvernements successifs enterrèrent toute idée d'égalité des sexes, la Constitution thermidorienne (1794) remit le droit marital à l'honneur, consacré définitivement par le Code civil napoléonien. L'accusation de contre révolutionnaires jetée à ces héroïques femmes, fut le prétexte pour la bourgeoisie de reprendre en main la domination sur les femmes, car celles-ci avaient montré au cours de la Révolution, que la Révolution ne pouvait se faire sans elles, et elles le firent avec l'ardeur et l'enthousiasme des opprimés qui relèvent la tête.

«Nos droits sont ceux du peuple et si l'on nous opprime, nous saurons opposer la résistance à l'oppression»
Claire Lacombe devant le tribunal.